

L'éducation des filles : un siècle et demi d'historiographie

Girls' Education: 150 Years of Historiography

Mädchenbildung: ein Überblick über 150 Jahre historischer Forschung

La educación de las chicas: un siglo y medio de historiografía

Rebecca Rogers



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/1422>

DOI : [10.4000/histoire-education.1422](https://doi.org/10.4000/histoire-education.1422)

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2007

Pagination : 37-79

ISBN : 978-2-7342-1101-3

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Rebecca Rogers, « L'éducation des filles : un siècle et demi d'historiographie », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 115-116 | 2007, mis en ligne le 01 janvier 2012, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/1422> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.1422>

L'ÉDUCATION DES FILLES

Un siècle et demi d'historiographie

par Rebecca ROGERS

En 1988, Françoise Mayeur publie ce qui semble bien être le premier bilan historiographique des travaux portant sur l'histoire de l'éducation des filles (1). Pionnière de cette histoire, elle constate, plus de dix ans après la publication de sa magistrale thèse d'État, que « dans tous les cas, rares sont les publications de quelque ampleur en la matière, à visée véritablement historique ». Malgré le développement de l'histoire des femmes, malgré la vitalité de l'histoire de l'éducation, les travaux sur l'éducation des filles sont présentés comme étant de qualité fort inégale, souvent proches de la compilation ou teintés d'*a priori* féministes qui « donnent une image structurale et quelque peu immobile de la situation des femmes au XIX^e siècle ». Le texte se termine cependant en louant l'émergence de nouvelles thématiques qui traitent « des aspects multiples de la quotidienneté » hors des institutions scolaires. Presque vingt ans plus tard, le bilan reste-t-il toujours en demi-teinte ?

On envisage ici l'écriture de l'histoire de l'éducation féminine dans la longue durée. En effet, lorsque Françoise Mayeur propose son bilan en 1988, elle s'intéresse aux travaux récents, marqués par le renouveau de l'histoire sociale et de l'histoire des femmes, mais elle ne prend pas en compte une tradition d'écriture de cette histoire déjà ancienne, puisqu'elle a été inaugurée par les républicains réformateurs de la III^e République. On partira ici de ces premières recherches, accomplies par les tenants de la science historique naissante, et on s'intéressera au poids de cette vision fondatrice sur les travaux ultérieurs, et donc à la généalogie des recherches actuelles. L'évolution

(1) Françoise Mayeur, « L'éducation des filles en France au XIX^e siècle : historiographie récente et problématique », in *Problèmes d'histoire de l'éducation. Actes des séminaires organisés par l'École française de Rome et l'Università di Roma La Sapienza (janvier-mars 1985)*, Rome, 1988, pp. 79-90.

des perspectives et le déplacement des interrogations survenus dans les vingt dernières années se saisissent en effet mieux à la lumière de cette « première » histoire de l'éducation des filles. En proposant ce bilan historiographique qui couvre presque cent cinquante ans, on ne prétend pas faire preuve d'exhaustivité ; l'accent sera mis sur les travaux récents, où la production est la plus importante (1).

I. LE « MOMENT » RÉPUBLICAIN

Les réformes républicaines de la fin du XIX^e siècle ont un effet particulièrement important sur l'offre d'enseignement pour les filles. La création d'écoles normales féminines (par la loi Paul Bert de 1879) et de lycées et de collèges de jeunes filles (par la loi Camille Sée de 1880) constitue un tournant important pour l'État, qui prend désormais en main l'enseignement du sexe faible. Cette victoire républicaine sur l'Église catholique – et même la simple perspective de cette victoire – créent le contexte indispensable pour comprendre les premières études documentées concernant l'histoire de l'enseignement féminin (2). Il sera question, dans un premier temps, des histoires véritablement fondatrices d'Octave Gréard, de Paul Rousselot et d'autres, mais aussi de quelques femmes, aux perspectives plus féministes. Une perspective anticléricale domine l'ensemble, perspective qui se reflète notamment dans le *Dictionnaire de pédagogie*

(1) Pour d'autres bilans plus centrés sur la production récente, voir Marie-Madeleine Compère, *L'histoire de l'éducation en Europe. Essai comparatif sur la façon dont elle s'écrit*, Paris, INRP, 1995, pp. 260-276 ; Patrick Harrigan, « Women Teachers and the Schooling of Girls in France: Recent Historiographical Trends », *French Historical Studies*, 21, 1998, pp. 593-610 ; Sharif Gemie, « Institutional History, Social History, Women's History: A Comment on Patrick Harrigan's "Women Teachers and the Schooling of Girls in France" », *French Historical Studies*, 22, 1999, pp. 613-623 ; Mineke van Essen, Rebecca Rogers, « Écrire l'histoire des enseignantes : une historiographie aux contours internationaux », *Histoire de l'éducation*, n° 98, 2003, pp. 5-35 ; Rebecca Rogers, « Frauen- und Geschlechtergeschichte in der Geschichte der Erziehung: Neue Perspektiven », in Daniel Tröhler, Rita Casals (dir.), *Historische Bildungsforschung in der transdisziplinären und transnationalen Diskussion*, Wallstein, 2006, pp. 42-63 ; Rebecca Rogers, « Revoir l'histoire de l'éducation sous l'angle du genre: nouvelles perspectives », in Martine Gest, Marie-Françoise Lemonnier, Bernard Bodinier, Paul Pasteur (dir.), *Actes du colloque Genre et éducation, former, se former être formée au féminin, Rouen, 9-10 mars 2006*, à paraître.

(2) Pour une analyse d'ensemble, voir Paul Gerbod, « Les historiens de l'enseignement en France au XIX^e siècle », *Histoire de l'éducation*, n° 25, 1985, pp. 3-15.

dirigé par Ferdinand Buisson, dont la deuxième édition offre en 1911 un panorama intéressant pour jauger la production de ce moment historiographique particulier.

1. Les histoires fondatrices

Nommé vice-recteur de l'Académie de Paris par Jules Ferry en 1879, Octave Gréard produit un grand nombre de mémoires concernant l'enseignement ; ils sont réunis pour la première fois en quatre volumes, parus chez Hachette en 1887, sous le titre *Éducation et instruction*. L'auteur y dresse surtout un tableau de l'infrastructure existante, mais le volume dédié à l'enseignement secondaire inclut une importante dimension historique, notamment quand il s'agit d'expliquer la décision de créer des collèges et lycées de jeunes filles en 1880. Son mémoire sur cette question commence par un historique de l'instruction primaire des filles depuis la Révolution, et conclut : « les besoins sont grands, malgré l'essor imprimé depuis dix ans par le gouvernement de la République à toutes les institutions d'éducation populaire » (1). Mais ce sont les besoins dans l'enseignement secondaire qui forment le cœur de son propos : « À proprement parler, il n'a point existé jusqu'ici d'enseignement secondaire public pour les filles ; et les tentatives de l'enseignement libre, rarement encouragées, plus souvent entravées, n'ont pas abouti, malgré d'heureux résultats partiels et temporaires, à constituer un système qui rendit inutile l'intervention de l'État » (2). Parmi ces quelques « heureux résultats partiels », le vice-recteur évoque la fondation des maisons de la Légion d'honneur et l'existence de cours et de pensionnats féminins, mais l'absence de coordination du tout produit un système qu'il qualifie de « défectueux et insuffisant » (3). Ses références intellectuelles puisent dans un héritage éclairé, où l'Église n'a guère les faveurs. S'agissant d'exposer l'esprit qui doit présider à l'éducation des filles, ses références sont celles de la tradition laïque, entre autres Christine de Pisan, M^{lle} de Gournay, Poullain de la Barre, Rousseau et Stuart Mill. Pour décrire le développement d'institutions féminines au cours

(1) Le mémoire initial est de 124 pages et comporte un nombre important d'appendices : Octave Gréard, *L'enseignement secondaire des filles. Mémoire présenté au conseil académique de Paris dans la séance du 27 juin 1882*, Paris, Delalain, 1882, p. 9.

(2) *Ibid.*, p. 10.

(3) *Ibid.*, p. 52.

du XIX^e siècle, il s'appuie sur les écrits d'une maîtresse de pension proche des milieux saint-simoniens, Joséphine Bachellery, et sur le tableau des institutions proposé en 1842 par Étienne Kilian, fonctionnaire de l'Instruction publique (1). Certes, il évoque la création de quelques grands pensionnats religieux sous la Restauration, mais, dans l'ensemble, son historique fait disparaître le rôle des congrégations dans l'essor des établissements féminins.

Cette tendance à analyser l'évolution de l'enseignement féminin par le biais d'une grille de lecture laïque, voire anticléricale, se retrouve, à des degrés différents, dans toute une série d'études qui suivent la publication du mémoire de Gréard. Paul Rousselot, professeur de philosophie et inspecteur d'académie, publie en 1883 une histoire de l'éducation des filles qui porte surtout sur l'époque moderne (2) : il y est beaucoup question de la décadence de l'éducation conventuelle à partir du XVIII^e siècle ; le dernier chapitre aborde le XIX^e siècle dans une perspective clairement marquée par les penseurs progressistes et libéraux. Comme Gréard, Rousselot a l'expérience des cours secondaires de Duruy, et l'intervention de l'État est pour lui un progrès. Il s'attarde cependant bien moins que Gréard sur l'histoire institutionnelle et développe une histoire des « doctrines » concernant l'enseignement féminin. Il évoque l'existence d'une doctrine de l'Église à ce sujet, notamment chez Monseigneur Dupanloup, mais précise immédiatement qu'il ne faut pas se laisser duper par le brillant évêque, pour qui « [l']instruction ne vaut que si elle est donnée dans un certain esprit et dans l'intérêt d'une certaine cause ; lisez [...] vous ne lirez jamais assez – mais ne lisez pas les livres que l'Église condamne ou simplement écarte [...] ». Enfin, et tout est là, insiste Rousselot, les jeunes filles sont élevées « sur les genoux de l'Église » : il faut à tout prix qu'elles y restent, et ne passent pas « dans les bras de l'Université » (3). Or, pour l'inspecteur, le progrès de l'instruction féminine se trouve très clairement du côté de l'Université et des esprits éclairés. Cette vision est partagée par Gabriel Compayré, inspecteur général et membre de l'Institut. Les deux

(1) Joséphine Bachellery, *Lettres sur l'éducation*, Paris, 1848 ; Étienne Kilian, *De l'instruction des filles à ses divers degrés, institutions et pensions, écoles primaires supérieures et élémentaires*, Paris, Paul Dupont et Cie, 1842 : ce dernier présente surtout les initiatives laïques et les efforts de contrôle de l'État.

(2) Paul Rousselot, *Histoire de l'éducation des femmes en France*, Paris, Didier, 1883, 2 vol.

(3) *Ibid.*, t. 2, p. 443.

volumes qu'il consacre aux doctrines de l'éducation sont écrits, précise-t-il, sous l'influence de « l'esprit de l'Université, un esprit libéral et ami du progrès » (1). Ainsi déclare-t-il, sans recourir à la moindre preuve documentaire, quand il aborde les initiatives passées des congrégations religieuses : « Inutile de dire que les études proprement dites y étaient fort négligées, que les exercices de spiritualité y faisaient tort à l'instruction » (2). Son neuvième chapitre, « Le dix-neuvième siècle et l'avenir de l'éducation », consacre des développements aux femmes pédagogues comme M^{me} Campan, M^{me} de Rémusat et M^{me} Guizot, mais la pensée catholique sur l'enseignement féminin est passée sous silence.

Pour les républicains, le progrès vient de l'intervention de l'État. Cette perspective domine ouvertement dans les articles consacrés à l'enseignement féminin par le *Nouveau dictionnaire de pédagogie* dirigé par Ferdinand Buisson. Hippolyte Durand, inspecteur honoraire de l'instruction primaire, donne le ton en évoquant le « dédaigneux oubli » dans lequel la question de l'éducation des filles est trop longtemps restée. Les différentes étapes de l'élaboration de la législation scolaire sont critiquées pour leurs lacunes à l'égard des filles, et la fameuse lettre d'obédience accordée aux religieuses est qualifiée « d'exorbitant passe-droit ». Lorsqu'il est question de l'enseignement secondaire, l'auteur cite les propos de Victor Duruy en 1867 : « Il reste une chose considérable à faire : il faudrait fonder l'enseignement secondaire des filles qui, à vrai dire, n'existe pas en France ». La suite de l'article, signée de Maurice Pellisson, poursuit l'histoire « de 1870 à nos jours » ; elle manifeste le triomphalisme des républicains, qui, par la création d'écoles normales, par celle d'un enseignement primaire supérieur et professionnel et celle des collèges et lycées de jeunes filles, ont arraché les femmes à l'ignorance dans laquelle la négligence de l'État les avait laissées auparavant (3). Ce triomphalisme passe rapidement sur les aspects de la réforme qui ont fait l'objet de critiques féministes dès le vote de la loi Camille Sée, à savoir le programme d'études allégé par rapport à celui qui est destiné aux garçons et l'absence du baccalauréat comme objectif ultime

(1) Gabriel Compayré, *Histoire critique des doctrines de l'éducation en France depuis le xv^e siècle*, Paris, Hachette, 1911, t. 2, p. 367.

(2) *Ibid.*, t. 1, p. 338.

(3) Hippolyte Durand, « Filles. [Instruction primaire, secondaire, et supérieure des] », in Ferdinand Buisson (dir.), *Nouveau dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, Paris, Hachette, 1911, t. 1, pp. 618-627.

de l'enseignement. Ainsi, ce monument du républicanisme pédagogique brosse une histoire qui fait silence sur les différences structurales entre l'enseignement secondaire masculin et l'enseignement secondaire féminin (1).

2. Du côté des femmes

Le milieu intellectuel féminin s'intéresse aussi à l'enseignement des filles et produit, de son côté, quelques travaux qu'il importe d'inclure dans cette généalogie. Aucun travail de l'envergure de ceux d'Octave Gréard ou de Paul Rousselot ne voit le jour, mais quelques femmes produisent des textes plus courts où il est question de l'histoire de cet enseignement. La tradition de l'essai historique composé par une femme auteur remonte à l'Ancien Régime : la question des femmes, de leur éducation, de leur place dans la société fait alors souvent l'objet d'analyses (2). En général, cependant, ces analyses reposent sur l'exposé des idées pédagogiques de quelques grandes figures, dont l'autorité est convoquée pour affirmer le besoin d'améliorer « l'éducation actuelle ». C'est ce qu'avait fait en 1849 Joséphine Amory de Langerack, qui avait intitulé un chapitre de son livre sur les femmes « De l'éducation ancienne et de l'éducation actuelle ». Elle citait alors l'abbé Fleury et Fénelon et concluait : « Nous n'avons fait qu'abrégé les principales matières de son admirable traité de l'éducation des filles. Il serait à désirer qu'un bon auteur appliquât au présent les bienfaits de ce système d'éducation [...] Cela serait véritablement du progrès. Il y a bien du nouveau dans le passé. Et ce ne serait pas la première fois qu'il fallut rétrograder pour avancer » (3).

(1) Maurice Pellisson, « De 1870 à nos jours », *ibid.*, pp. 627-636. D'autres articles du *Nouveau dictionnaire* sont plus critiques des réformes républicaines : la notice « Lycée » mentionne avec regret les différences établies entre l'enseignement secondaire masculin et féminin ; cf. Danielle Tucac, « L'autre dualité : l'éducation des filles », in Daniel Denis, Pierre Kahn (dir.), *L'École de la Troisième République en questions. Débats et controverses dans le Dictionnaire de pédagogie de Ferdinand Buisson*, Berne, Peter Lang, 2006, pp. 193-207.

(2) Isabelle Ernot, « L'histoire des femmes et ses premières historiennes (XIX^e - début XX^e siècle) », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 16, 2007, pp. 165-194.

(3) Joséphine Amory de Langerack, *De l'existence morale et physique des femmes ou Essai sur l'éducation et les conditions des femmes prises dans tous les ordres de la société et en particulier dans les classes laborieuses*, Paris, Vrayet de Surcy, 1849, p. 47.

D'autres femmes plus engagées dans les réformes éducatives prennent aussi la plume pour ébaucher les bases d'une histoire de l'enseignement féminin, dans laquelle figurent des enseignantes ou des institutions. Ces travaux, comme ceux de leurs contemporains fonctionnaires, se concentrent sur les éléments qui permettent de mettre en lumière le « progrès » de l'éducation des filles. Ainsi, en 1866, Clarisse Coignet publie un petit fascicule biographique sur la saint-simonienne Élisabeth Lemonnier, fondatrice des premiers cours d'enseignement professionnel pour filles sous le Second Empire (1). La même année, le texte, primé par l'Académie de Lyon, de Julie-Victoire Daubié sur la femme pauvre évoque longuement l'enseignement primaire et secondaire des jeunes filles et propose un historique de la législation scolaire depuis la Révolution française. Le ton très féministe et anticlérical de l'auteur, première bachelière de France, stigmatise les lacunes de l'État, qui s'est contenté de promesses, laissant ainsi le champ libre aux congréganistes. Certes, son livre ne se présente pas comme une histoire de l'enseignement féminin, mais elle propose une chronologie des mesures prises (2). Plus proprement historique, le long article signé M^{me} L. Rouillot-Lamotte, publié un an après la loi Camille Sée, propose à la fois un historique de l'enseignement secondaire des filles et un regard comparatif avec l'étranger. M^{me} Lamotte, directrice de cours préparatoires au brevet de capacité, et sans doute la première à esquisser, dans un esprit plus universitaire, l'historique de l'enseignement secondaire féminin (3). Son article traite surtout des idées pédagogiques. Les quelques institutions mentionnées sont laïques : on y retrouve les établissements de la Légion d'honneur et les cours Duruy. Comme celle de Gréard et Rousselot un peu plus tard, sa présentation des faits est fortement conditionnée par le contexte de réforme de l'époque et occulte, par conséquent, l'existence d'un enseignement féminin congréganiste.

(1) Clarisse Coignet, *Biographie de M^{me} Lemonnier, fondatrice de la Société pour l'enseignement professionnel des femmes*, Paris, 1866, 23 p. (auteur de manuels de morale et d'instruction civique, la protestante Clarisse Coignet est fortement engagée dans le combat pour la République laïque et elle écrit, dès le Second Empire, pour le périodique *La Morale indépendante*). Caroline de Barau publie la même année, en français et en anglais, un court texte biographique concernant aussi Élisabeth Lemonnier.

(2) Julie-Victoire Daubié, *La femme pauvre au dix-neuvième siècle* [1866], Paris, Côté-femmes, 1992, t. 1, en particulier pp. 100-133.

(3) L. Rouillot-Lamotte, *De l'enseignement secondaire des filles*, Paris, Delagrave 1881, 102 p. [extrait de la *Revue Pédagogique*]. L'auteur est très vraisemblablement la femme de L. Lamotte, inspecteur de l'instruction primaire et auteur prolifique de manuels scolaires destinés aux garçons comme aux demoiselles.

Dans la période de l'entre-deux-guerres, quelques thèses, notamment de la part de féministes, portent sur l'histoire de l'enseignement féminin public. Dans sa thèse pour le doctorat en droit, Edmée Charrier consacre de longs développements à un historique de l'enseignement primaire et secondaire avant d'aborder la question de l'arrivée des premières étudiantes dans l'enseignement supérieur et de leur intégration au sein des professions libérales; sa thèse comporte aussi un chapitre sur l'enseignement technique, où il est question de Joséphine Bachellery et Éliisa Lemonnier (1). L'étude de l'accès des femmes à une instruction plus poussée est également l'un des fils rouges de la thèse de Marguerite Thibert sur le socialisme utopique: l'une des revendications fortes de ce courant d'idées est, en effet, l'amélioration de la formation (2). Plus exotique, la thèse en droit de Zénaïde Tsourikoff explore un terrain encore peu étudié de nos jours: l'enseignement féminin dans les colonies (3).

À côté de cette production universitaire due à des femmes, on trouve aussi celle d'un docteur en droit, Gaston Coirault, qui, dans sa thèse complémentaire de lettres (4), s'intéresse aux cinquante premières années de l'enseignement secondaire féminin. Après avoir traité de la loi Camille Sée, des débats à son sujet, du plan d'études de l'enseignement secondaire public et de la révision des programmes de 1897, il plonge dans les archives de l'académie de Poitiers pour étudier les diplômes recherchés par les premières lycéennes. Jusqu'en 1909, période qu'il qualifie de « primaire supérieure », les élèves privilégient l'obtention du brevet de l'enseignement primaire plutôt que le diplôme d'enseignement secondaire. Dans la période suivante, celle du « latin illégal » (1909-1925), il montre la pénétration du latin dans les programmes d'études, du fait que les élèves et leurs familles ont en vue la réussite au baccalauréat. Enfin, la période qui s'étend de 1925 à 1940 est celle du triomphe de la cause féministe, au travers de l'assimilation de l'enseignement secondaire féminin et de l'enseignement masculin.

(1) Edmée Charrier, *L'évolution intellectuelle féminine*, Paris, Éditions Albert Mecheleinck, 1931, 572 p.

(2) Marguerite Thibert, *Le féminisme dans le socialisme français de 1830 à 1850*, thèse pour le doctorat ès lettres, Paris, Giard, 1926.

(3) Zénaïde Tsourikoff, *L'enseignement des filles en Afrique du Nord*, thèse pour le doctorat de droit, université de Paris, Paris, Édition A. Pedone, 1935, 184 p.

(4) Gaston Coirault, *Les cinquante premières années de l'enseignement secondaire féminin 1880-1930*, thèse complémentaire de lettres, université de Poitiers, Tours, 1940.

Cette analyse précoce des premières générations de lycéennes et de leur mode d'utilisation de l'enseignement secondaire trouve peu d'écho dans l'histoire de l'éducation écrite ultérieurement. C'est d'ailleurs aussi le cas de la plupart des travaux précédemment mentionnés, qui seront surtout exhumés par les historiens des femmes (1). En effet, l'histoire de cette première période est longtemps restée le domaine réservé des hommes œuvrant dans l'institution scolaire.

3. Commémoration, monographies et biographies

Outre les travaux de facture universitaire dont il a surtout été question jusqu'ici, l'histoire de l'enseignement féminin a également généré un certain nombre de travaux de type commémoratif, dans lesquels il s'agit davantage de glorifier une institution ou une personne que d'offrir une analyse historique. Ainsi, vingt-cinq ans après la loi Camille Sée, est publié un *Jubilé des lycées et des collèges* qui est un recueil de portraits, de discours et de lois émanant, pour beaucoup, de la *Revue de l'enseignement secondaire des jeunes filles* (2). De même, pour le cinquantenaire de l'ouverture de l'École normale supérieure de Sèvres, paraît à nouveau, en 1931, un recueil de documents comprenant des articles écrits par certaines des premières femmes à avoir professé dans cette École et traitant de l'évolution de son enseignement, scientifique et littéraire. En dépit d'une dimension analytique absente de la publication précédente, prédomine le côté commémoratif de l'entreprise, utile en soi pour le chercheur contemporain, mais d'inspiration encore éloignée de celle des travaux ultérieurs (3). Cependant, Sèvres n'est pas la seule institution à bénéficier de publications commémoratives ; les écoles normales d'institutrices, ainsi que les lycées féminins, publient souvent, à l'occasion de leur cinquantenaire, des récits qui comportent une dimension historique (4). La tendance générale est aux discours et propos élogieux,

(1) Françoise Mayeur qualifie d'ailleurs l'étude de Gaston Coirault d'« administrative » dans *L'enseignement secondaire des jeunes filles sous la Troisième République*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1977, p. 475.

(2) *Le jubilé des lycées et des collèges de jeunes filles et de l'École normale de Sèvres*, Paris, Librairie Félix Alcan, 1911.

(3) *Le cinquantenaire de l'École de Sèvres, 1881-1931*, Paris, Ateliers de Printory, 1931.

(4) Charles Fauqueux, *Cinquantenaire des écoles normales de l'Oise (1884-1934). L'École normale d'institutrices. Historique*, Beauvais, Imprimerie centrale

mais de temps en temps le regard se fait plus historien, comme dans le petit fascicule sur l'école normale de l'Oise : celui-ci établit une chronologie de l'établissement, décrit la période des cours normaux et établit un graphique des élèves-maîtresses entre 1884 et 1934.

Enfin, le « moment » républicain est aussi caractérisé par la publication de monographies d'institutions et de biographies de pédagogues, qui, sans grande prétention, proposent une histoire souvent écrite à partir d'archives originales. C'est le cas, notamment, de plusieurs ouvrages sur les maisons d'éducation de la Légion d'honneur publiés entre 1879 et 1901 (1). Dès 1853, l'établissement de Saint-Cyr a fait l'objet d'une étude documentée de la part de Théophile Lavallée, enseignant de l'école militaire (2). De même, des figures de femmes pédagogues trouvent leurs premiers historiens (3).

À la chute de la Troisième République, même si l'histoire de l'enseignement secondaire masculin y domine très largement, l'éducation des filles est loin d'être ignorée dans la production historique et érudite. Dans l'ensemble, malgré l'existence d'une historiographie catholique parfois hagiographique, la vision des réformateurs républicains reste prédominante. Ceux-ci estiment qu'il faut attendre l'investissement de l'État pour voir progresser l'enseignement. Le *Dictionnaire* de Ferdinand Buisson est caractéristique de cette vision et marquera encore longtemps les histoires à venir : c'est en arrachant

administrative, 1934, 12 p. ; *Cinquantenaire de l'école normale d'institutrice de Nîmes (1883-1933)*, s.l., Association amicale des AE de l'EN d'institutrices du Gard, s.d., 23 p. ; *Cinquantenaire du lycée de jeunes filles d'Amiens, 15 octobre 1883-26 novembre 1933*, Amiens, s.n., 1935, 27 p. ; *Cinquantenaire du lycée de jeunes filles de Besançon (16 octobre 1882-1^{er} octobre 1932)*, Cahors, impr. de Coueslant, s.d. [1933], 43 p. ; *Cinquantenaire du lycée Fénelon*, Cahors, impr. de A. Coueslant, s.d., 20 p.

(1) Louis Bonneville de Marsagny, *M^{me} Campan à Écouen. Étude historique et biographique... précédée d'une notice sur le château d'Écouen...*, Paris, H. Champion, 1879 ; Eugène Fourmestraux, *Les Maisons d'éducation de la Légion d'honneur*, Paris, P. Dupont, 1886 ; Léon Brasier, *Histoire des maisons d'éducation de la Légion d'honneur*, Paris, H. Laurens, 1901.

(2) Théophile Lavallée, *Histoire de la maison royale de Saint-Cyr (1686-1793)*, Paris, Furne, 1853.

(3) Voir, entre autres, Théophile Lavallée, *M^{me} de Maintenon et la maison royale de Saint-Cyr (1686-1793)*, 2^e éd. Paris, H. Plon, 1862 ; Émile Faguet, *M^{me} de Maintenon institutrice, extraits de ses lettres, avis, entretiens, conversations et proverbes sur l'éducation*, Paris, H. Oudin, 1885 ; Paul Rousselot, *Madame Guizot et ses doctrines d'éducation*, Versailles, Aubert, 1887.

les femmes des bras de l'Église que l'État républicain aurait posé les premiers jalons d'une instruction sérieuse pour les jeunes filles.

II. LE RENOUVEAU DES ANNÉES 1970-1980

Si des travaux sur l'histoire de l'enseignement des filles ont été menés dès avant les années 1970, cette production est relativement dispersée et, malgré le travail précurseur d'Octave Gréard, plutôt centrée sur les doctrines pédagogiques. L'essor de la nouvelle histoire sociale est marqué, dans le domaine de l'éducation, par la publication en 1968 du livre d'Antoine Prost sur l'histoire de l'enseignement en France, qui donne une tout autre configuration aux travaux de cette période (1). Dans le domaine de l'enseignement des filles, les travaux de Françoise Mayeur constituent, comme le montre l'article de Jean-Noël Luc dans ce numéro, un modèle pour l'avenir (2). Mais elle n'est pas la seule à travailler alors sur cette thématique, d'autant que l'histoire de l'éducation est à la mode en histoire sociale, mais aussi dans les champs nouveaux des sciences de l'éducation et de l'histoire des femmes (3).

Dans les années 1970, les chercheurs, suivant la voie tracée par F. Mayeur (4), plongent dans les archives pour proposer une histoire sociale et institutionnelle de l'éducation féminine. À quelques exceptions près, et malgré la vitalité de l'histoire de l'éducation à l'époque moderne, les travaux sur l'éducation des filles concernent surtout à l'histoire contemporaine (5). Historien des sciences de l'éducation,

(1) Antoine Prost, *L'enseignement en France 1800-1967*, Paris, A. Colin, coll. « U », 1968.

(2) Voir Françoise Mayeur, *L'enseignement secondaire...*, *op. cit.* ; ce livre a été suivi par *L'éducation des filles en France au XIX^e siècle*, Paris, Hachette, 1979.

(3) On pourrait noter aussi la continuité d'un intérêt pour ce sujet dans le domaine du droit : voir Françoise Tallon, *L'enseignement féminin au XIX^e siècle. 1789-1914*, mémoire de sociologie historique pour le DES d'histoire du droit, Paris, 1971. Ce travail de 103 pages ne se fonde pas sur un travail d'archives, mais reprend les classiques de la période républicaine pour proposer une chronologie des évolutions de l'enseignement féminin qui reste globalement fiable.

(4) Voir le bilan qu'elle établit de son propre parcours : Françoise Mayeur, « Recherches historiques sur l'enseignement féminin », in *La place des femmes*, EPEHSIA, La Découverte, 1995, pp. 581-590.

(5) Parmi les exceptions, les travaux de Carolyn Lougee sur Saint-Cyr (*cf. supra*) et la thèse de Martine Sonnet, *L'éducation des filles au temps des Lumières*, Paris, Cerf, 1987.

Henri Boiraud soutient en 1978 sa thèse sur la condition féminine et la scolarisation des filles de Guizot à Ferry (1). Ce travail, contemporain de celui de François Mayeur, ne sera jamais édité. Divisée en deux grandes parties, la thèse évoque d'abord les « conceptions de la condition et de l'éducation féminine », avant d'aborder le développement des écoles primaires, sous l'angle quantitatif. L'auteur ne publie sur ce sujet que quelques pages dans l'*Histoire mondiale de l'éducation*, ainsi qu'un court article sur la naissance de l'enseignement secondaire féminin, qui sera peu cité une fois parue la thèse de Françoise Mayeur (2). D'autres thèses sur l'éducation des filles restent également inédites, comme celle de Claudine Martin, consacrée aux écoles primaires de filles en Haute-Garonne, ou de Renée Locqueneux Pelloille, sur l'enseignement en Champagne. Certes, la première publie un petit article sur le sujet, mais ce n'est pas assez pour que les aspects institutionnels de l'enseignement primaire féminin trouvent une juste place dans l'historiographie (3). L'état de la recherche que proposent Donald Baker et Patrick Harrigan en 1980 donne cependant une certaine visibilité à l'éducation féminine, avec la publication de quatre articles sur trente-quatre sur le sujet (on est encore loin de la parité !) (4). Jean Perrel y propose une typologie des écoles féminines sous l'Ancien Régime, alors que Gérard Cholvy se

(1) Henri Boiraud, *La condition féminine et la scolarisation en France au XIX^e siècle de Guizot à Jules Ferry*, thèse d'État pour le doctorat en sciences de l'éducation, université de Caen, 1978.

(2) Henri Boiraud, « La création de l'enseignement secondaire féminin en France », *Paedagogica Historica*, vol. 17, n° 1, 1977, pp. 21-36 ; voir aussi sa contribution à Gaston Mialaret, Jean Vial (dir.), *Histoire mondiale de l'éducation*, Paris, Presses universitaires de France, 1981, t. 3, pp. 317-318. Sandra Horvath-Peterson, dont la thèse sur Victor Duruy et les réformes éducatives est parue aux États-Unis en 1984, publie également un article fort documenté sur les cours secondaires de Duruy : « Victor Duruy and the Controversy over Secondary Education for Girls », *French Historical Studies*, 9, 1975, pp. 83-104. Cet article publié aux États-Unis est peu cité en France du fait qu'il existe des travaux de Françoise Mayeur en français sur le même sujet, en particulier « Les évêques français et Victor Duruy : les cours secondaires de jeunes filles », *Revue d'histoire de l'Église de France*, n° 62, 1971, pp. 267-304.

(3) Claudine Martin, *Les écoles primaires de filles en Haute-Garonne au XIX^e siècle*, thèse de 3^e cycle sous la direction de Jacques Godechot, université de Toulouse II, 1981 ; *id.*, « L'instruction des filles en Haute-Garonne, première moitié du XIX^e siècle », *Annales du Midi*, 91, 1979, pp. 501-507. Renée Locqueneux Pelloille, *L'enseignement féminin en Champagne septentrionale de 1850 à 1920*, thèse de 3^e cycle sous la direction de Maurice Crubellier, université de Reims, 1981.

(4) Donald Baker, Patrick Harrigan (dir.), *The Making of Frenchmen. Current Directions in the History of Education in France, 1679-1979*, Waterloo, Historical Reflections Press, 1980.

penche sur les « pieuses filles », béates et sœurs enseignant dans les campagnes, dans la France du début du XIX^e siècle ; l'historien américain Peter Meyers examine les rapports entre instituteurs et institutrices à la Belle Époque ; enfin, Émilien Constant présente une étude de cas sur les débuts de l'enseignement secondaire et primaire supérieur dans le Var, avec l'objectif explicite d'ajouter une dimension locale à l'étude de Françoise Mayeur. Aucun de ces auteurs ne publiera un livre d'envergure plus large sur l'enseignement féminin.

L'approche monographique des établissements scolaires connaît un regain lors de la célébration du centenaire de la création des collèges et lycées de jeunes filles. Ces publications, généralement écrites par des professeurs d'histoire ou par d'anciennes élèves de l'établissement, sont de taille beaucoup plus importante que les fascicules publiés au moment du cinquantenaire et témoignent, la plupart du temps, de quelques prétentions scientifiques par la présence de notes de bas de pages et de bibliographies. Parmi les établissements qui font l'objet d'études se trouvent le collège Sévigné, le lycée Jeanne d'Arc de Rouen, ceux de Reims et de Rennes (1). À l'exception du livre de Gilberte Ronnet sur le lycée de Reims, la plupart de ces livres sont des compilations de documents issus des archives de l'établissement. Certains travaux au titre plus large adoptent la même démarche, en exploitant à leur tour les ouvrages commémoratifs ; c'est le cas notamment du dossier compilé par l'inspecteur d'académie Robert Viala (2). Enfin, dans cette période, sont organisées des expositions sur l'enseignement féminin qui révèlent les richesses de l'apport iconographique. Signalons, en particulier, les catalogues

(1) *Collège Sévigné. Le livre du centenaire, 1880-1980*, Paris, Fernand Nathan, 1982 ; Philippe Maurer, *Pour un centenaire. Le lycée Jeanne d'Arc de Rouen, 1882-1982*, Rouen, CRDP, 1982 ; Gilberte Ronnet, *Histoire du lycée des jeunes filles de Reims*, Reims, s.n., 1985 ; Louis-Michel Nourry, *Le lycée de jeunes filles de Rennes*, Rennes, Collège Anne de Bretagne/CRDP de Rennes, 1987 ; Viviane Eleuche-Santini, *Le lycée de jeunes filles de Nice : 1887-1987, cent ans d'histoire et de souvenirs*, Nice, Éd. Serre, 1987. Au-delà des publications pour le centenaire, notons également Marie-Jeanne Ormancey, *Le lycée de jeunes filles de Dijon : 1897-1967*, Dijon, Coopérative scolaire du Collège Marcelle Pardé, 1998 ; Madeleine Coppens, « Le Lycée de jeunes filles de Troyes des origines à 1940 », *Mémoires de la Société académique du département de l'Aube*, t. 123, 1999, pp. 75-85.

(2) Robert Viala, *L'enseignement secondaire de jeunes filles, 1880-1940. Par ceux qui l'ont créé et celles qui l'ont fait vivre*, Sèvres, Centre international d'études pédagogiques, 1987.

édités par le Musée national de l'éducation et le Musée d'Orsay, qui mettent en lumière la diversité des sources disponibles pour faire l'histoire de l'éducation féminine (1).

Dans la décennie qui suit la publication de la thèse d'État de Françoise Mayeur, seuls quelques travaux se distinguent de l'ensemble en apportant des perspectives neuves à partir de sources nouvelles. La publication posthume des recherches doctorales de Germaine Bourgade sur l'enseignement féminin à Toulouse montre l'intérêt d'une étude locale. Son analyse met en évidence l'existence d'un vaste réseau d'institutions féminines et souligne notamment le poids des congrégations enseignantes dans une offre d'enseignement qui ne se limite pas au secteur public. L'étude précise du milieu social des filles scolarisées dans le cadre urbain reste encore un modèle du genre (2). L'intérêt pour le secteur privé catholique est à l'origine du volume codirigé par Françoise Mayeur et Jacques Gadille en 1980, dont il sera question dans la partie suivante (3). Une étude originale d'Henri Peretz sur l'enseignement secondaire libre à Paris ouvre aussi des pistes sur un secteur peu connu, en montrant l'importance de la concurrence faite aux lycées de jeunes filles par les établissements privés au début du xx^e siècle (4). Ces études se caractérisent pour la plupart par une volonté d'exploiter aussi bien les archives des établissements que la presse pédagogique et religieuse. Enfin, la littérature de jeunesse et les manuels pédagogiques font aussi, au cours de cette période, l'objet d'analyses pionnières. Ces travaux révèlent l'importance d'une littérature normative destinée aux demoiselles; leur exploitation ouvre la voie à une interrogation sur la dimension

(1) Musée national de l'éducation, *L'éducation des jeunes filles il y a cent ans. Exposition inaugurale de la Maison des Quatre Fils Aymon*, Rouen, 1983; Nicole Savy (dir.), *Les petites filles modernes*, Paris, Éditions de la Réunion des Musées nationaux, coll. « Les Dossiers du Musée d'Orsay », n° 33, 1989.

(2) Germaine Bourgade, *Contribution à l'étude de l'éducation féminine à Toulouse de 1830 à 1914*, Toulouse, Publications de l'université de Toulouse-Le-Mirail, 1979.

(3) Jacques Gadille, Françoise Mayeur (dir.), *Éducation et images de la femme chrétienne en France au début du xx^e siècle*, Lyon, Éditions Hermès, 1980.

(4) Henri Peretz, « La création de l'enseignement secondaire libre de jeunes filles à Paris (1905-1920) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 32, 1985, pp. 237-275.

sexuée de l'éducation féminine, aspect qui sera particulièrement développé dans la première décennie de l'histoire des femmes (1).

2. La rencontre de l'histoire de l'éducation et de l'histoire des femmes

La première revue d'histoire des femmes publiée en France, *Pénélope – pour une histoire des femmes*, consacre en 1979 son deuxième numéro à l'histoire de l'éducation des filles. Coordonnée par la philosophe Geneviève Fraisse, à l'époque chargée de recherches au Service d'histoire de l'éducation, cette modeste revue fait la part belle aux doctorants et aux étudiants de maîtrise, qui livrent de courts textes sur leur sujet de recherche. Les thématiques de ce numéro sont fort variées, témoignant ainsi de la variété des interrogations du moment. Il est question, entre autres, de l'histoire des institutions et de la scolarisation (avec des articles de Martine Sonnet, Henri Peretz et Henri Boiraud), du rôle de l'Église dans l'enseignement féminin, de la famille, des journaux pour filles, de l'enseignement ménager, des femmes enseignantes et de l'enseignement féminin à l'étranger. La perspective des articles est parfois clairement féministe, mais ce n'est pas toujours le cas. Ce numéro donne surtout un avant-goût de perspectives qui seront exploitées dans les années à venir.

Chez les chercheuses marquées par l'histoire des femmes naissante, ce sont souvent des approches politiques qui dominent. Dès 1975, Anne-Marie Sohn consacre sa thèse de troisième cycle aux institutrices de la Fédération unitaire de l'enseignement dans l'entre-deux-guerres (2). La réflexion sur les enseignantes, leur statut social et leurs engagements est surtout menée, au départ, par des sociologues comme Ida Berger (dès 1959), Marlaine Cacouault ou Francine Muel-

(1) Isabelle Havelange, *La littérature à l'usage des demoiselles, 1750-1830*, thèse de 3^e cycle, École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1984; Paule Constant, *Un Monde à l'usage des demoiselles*, Paris, Gallimard, 1987.

(2) Anne-Marie Sohn, *Féminismes et syndicalismes, Les institutrices de la Fédération unitaire de l'enseignement de 1919 à 1935*, thèse de 3^e cycle, université de Paris X-Nanterre, 1975. Cette thèse est restée inédite, mais une partie des résultats sont publiés dans « Exemplarité et limites de la participation féminine à la vie syndicale : les institutrices de la C.G.T.U. », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 24, 1977, pp. 391-414. On trouve quelques pages sur les premières institutrices syndicalistes dans Marie-Hélène Zylberberg-Hocquard, *Féminisme et syndicalisme en France*, Paris, Éditions Anthropos, 1978.

Dreyfus, mais aucun travail d'envergure ne s'intéresse à la figure de l'institutrice laïque (1). L'ouvrage intitulé *Les premières institutrices laïques* n'est pas l'œuvre d'historiennes ; il propose une rapide chronologie de la place des femmes dans l'institution scolaire, puis quelques rapports du congrès de l'enseignement primaire de 1889, ainsi que des réponses à l'enquête de Francisque Sarcey sur la situation des institutrices en 1898 (2). Si l'analyse et l'exploitation de ces documents laissent à désirer, leur lecture montre toutefois à quel point des considérations de genre jouent un rôle majeur dans les métiers de l'enseignement et méritent des analyses plus fines.

Pour les historiennes des femmes, l'éducation et l'enseignement sont surtout abordés, dans ces premières années, pour comprendre l'émergence au XIX^e siècle d'une idéologie domestique qui confine les femmes au foyer. La référence incontournable devient le travail de Bonnie Smith sur les bourgeoises du Nord. Plongeant dans l'univers de ces femmes de la grande bourgeoisie industrielle, l'historienne américaine décortique en anthropologue les rites de l'éducation religieuse au sein des couvents du Sacré-Cœur et des Bernardines (3). Suivant cette voie, les chercheuses françaises proposent des analyses qui insistent surtout sur l'aspect contraignant d'une éducation formant, selon la célèbre formule de George Sand, des saintes ou des pouliches (4). Il est surtout question alors des filles ou des femmes de

(1) Ida Berger, *Lettres d'institutrices rurales d'autrefois*, Paris, Association des Amis du Musée pédagogique, 1959 ; Marlaine Cacouault-Bitaud, « Diplôme et célibat : les femmes professeurs de lycée entre les deux guerres », in Arlette Farge, Christiane Klapisch-Zuber (dir.), *Madame ou mademoiselle*, Paris, Montalba, 1984, pp. 177-203 ; « Prof, c'est bien pour une femme ? », *Le mouvement social*, n° 140, 1987, pp. 107-119 ; *id.*, *Des femmes professeurs à l'ère de la féminisation, 1965-1980*, thèse de 3^e cycle, université Paris VIII, 1986. Francine Muel-Dreyfus consacre des pages stimulantes à l'institutrice dans *Le Métier d'éducateur. Les instituteurs de 1900, les éducateurs spécialisés de 1968*, Paris, Éditions de Minuit, 1983. La question du célibat des institutrices est également abordée par l'Américaine Leslie Page-Moch, « Government policy and women's experience : the case of teachers in France », *Feminist Studies*, 14, 2, 1988, pp. 301-324.

(2) Danielle Delhome, Nicole Gault, Josiane Gonthier, *Les premières institutrices laïques*, Paris, Mercure de France, 1980.

(3) Bonnie Smith, *Les bourgeoises du Nord*, Paris, Perrin, 1989 [1^{re} éd. américaine 1981].

(4) Voir Isabelle Bricard, *Saintes ou pouliches. L'éducation des jeunes filles au XIX^e siècle*, Paris, Albin Michel, 1985. Même si l'auteur a exploité en partie les archives départementales de la Seine, son manquement des sources est souvent fait sans grande distance, produisant une image quelque peu caricaturale de l'enseignement féminin au XIX^e siècle.

la bourgeoisie, à l'instar de l'ouvrage d'Anne Martin-Fugier sur la bourgeoisie (1). Parmi ces travaux de jeunes chercheuses, l'un des plus réussis est sans doute celui de Marie-Françoise Lévy, qui analyse avec beaucoup de finesse un corpus important de livres d'éducation à l'usage des mères et des jeunes filles des années 1850-1870 (2).

L'essor de l'histoire des femmes outre-Atlantique y inspire un certain nombre de travaux sur l'enseignement français. Dès 1975, Carolyn Lougee propose une étude de l'établissement de Saint-Cyr, qui sera intégrée dans un ouvrage important consacré à l'éducation et la sociabilité féminines dans l'aristocratie française (3). Dans les années 1980, plusieurs historiennes s'intéressent à l'enseignement dispensé à l'époque contemporaine, avec des résultats inégaux. L'article fouillé que consacre Karen Offen à la marche des enseignements secondaires féminin et masculin vers l'assimilation montre le rôle des féministes modérées dans le combat pour l'accès des lycéennes au baccalauréat. Spécialiste du féminisme français, K. Offen révèle à quel point l'éducation des filles est au cœur des combats du début du xx^e siècle (4). L'enseignement primaire des filles est l'objet de deux courts ouvrages, de Laura Struminger et de Linda Clark. La première s'intéresse surtout aux livres de lecture qui inculquent, selon elle, des « rôles de genre ». En consacrant une grande partie de son travail à la traduction de deux *best-sellers* de Zulma Carraud, *Petite Jeanne ou le devoir* (1853) et *Maurice ou le*

(1) Anne Martin-Fugier, *La bourgeoisie. La femme au temps de Paul Bourget*, Paris, Grasset, 1983. Voir aussi Yvonne Knibiehler, Marcel Bernos, Élisabeth Ravoux-Rallo, Éliane Richard, *De la pucelle à la minette : les jeunes filles de l'âge classique à nos jours*, Paris, Messidor, 1983. Dans la synthèse des quatre historiens aixois, les chapitres sur l'éducation concernent surtout les classes aisées.

(2) Marie-Françoise Lévy, *De Mères en filles. L'éducation des Françaises, 1850-1880*, Paris, Calmann-Lévy, 1984.

(3) Carolyn Lougee, « Noblesse, Domesticity, and Social Reform: The Education of Girls by Fénelon and Saint-Cyr », *History of Education Quarterly*, 4, 1974, pp. 87-113 ; *Le Paradis des femmes. Women, Salons, and Social Stratification in Seventeenth-Century France*, Princeton, Princeton University Press, 1976.

(4) Karen Offen, « The Second Sex and the Baccalauréat in Republican France, 1880-1924 », *French Historical Studies*, 3, 1983, pp. 252-288. Notons également le court article de l'Américaine Marilyn Mavinrac qui porte sur la période de 1910 à 1950 ; l'auteur utilise les archives départementales du Calvados pour étudier les évolutions durant cette période et insiste en particulier sur l'arrivée de la mixité dans certains lycées de garçons : « L'enseignement secondaire chez les jeunes filles dans le Calvados », in M. Lerch (dir.), *La Femme en Normandie. Actes du XIX^e congrès des sociétés historiques et archéologiques de Normandie, tenu à Lisieux du 28 octobre au 1^{er} novembre 1984*, Caen, Archives départementales du Calvados, 1986, pp. 231-238.

travail (1855), l'historienne américaine met une source primaire à la disposition des étudiants américains, mais laisse les historiens sceptiques sur l'utilisation de telles sources pour comprendre la construction de la féminité ou de la masculinité en milieu rural au XIX^e siècle (1). L'analyse des manuels scolaires que propose Linda Clark dans un livre paru l'année suivante est plus nuancée. Si la question initiale reste similaire – comment les pédagogues cherchent-ils à préparer les jeunes garçons et filles à leurs rôles distincts dans la société? –, sa démarche est plus rigoureuse, car elle confronte un corpus important de manuels sur une période allant de 1870 à la v^e République; elle fait ainsi apparaître les continuités et les infléchissements dans la présentation de ces rôles (2).

Pendant cette période, cependant, il faut bien reconnaître que, dans l'ensemble, les historiens français de l'éducation, et Françoise Mayeur en premier lieu, sont réservés face à ces approches venues d'outre-Atlantique, qui sont perçues comme trop féministes (3). Il est vrai qu'en Grande-Bretagne comme aux États-Unis, les premiers travaux sur l'histoire de l'éducation féminine sont d'inspiration très radicale et que, voulant expliquer le confinement des femmes au sein de la sphère privée, ils ont tendance à présenter un tableau sans nuances d'un enseignement et d'un système de valeurs fort contraignants. Toutefois, cette réserve fait sans doute passer un peu vite sur une historiographie en langue anglaise foisonnante et plutôt mal connue des spécialistes français. Les travaux sur l'Angleterre, les États-Unis et l'Allemagne comprennent aussi des analyses plus institutionnelles et, surtout, des études qui présentent des enseignantes et pédagogues actives et entreprenantes, luttant pour améliorer le sort des femmes, loin des approches prétendument structuralistes qu'évoquait F. Mayeur (4).

(1) Laura Struminger, *What were Little Girls and Boys made of? Primary Education in Rural France 1830-1880*, Albany, State University of New York Press, 1983. Voir la critique de ce livre par Pierre Caspard dans « De l'horrible danger d'une analyse superficielle des manuels scolaires », *Histoire de l'éducation*, n° 21, 1984, pp. 67-74.

(2) Linda Clark, *Schooling the Daughters of Marianne*, Albany, State University of New York Press, 1984.

(3) Françoise Mayeur, « L'éducation des filles en France », art. cit.

(4) Sur l'historiographie anglaise, voir Joyce Goodman et Ruth Watts, « Recent past, present and possible future developments in the history of women's education and gender and education », in *End of a Century. New Work in the History of Education*,

On pourrait clore cette présentation critique du renouveau des approches de l'éducation féminine dans les années 1970 et 1980 en évoquant les travaux issus de la célébration du bicentenaire de la Révolution française. Dès 1981, Dominique Julia se demande, dans *Les trois couleurs du tableau noir*, si les Lumières étaient féministes (1). La réponse que les historiens – de l'éducation ou des femmes – apportent à cette question est contrastée, d'autant que la production de la fin des années 1980 révèle l'influence d'approches plus linguistiques sur ce champ de recherche, qui se structure de façon plus rigoureuse autour du concept de genre. Signalons, dans cette perspective, le recueil de documents et l'analyse stimulante d'Elke et Hans-Christian Harten, *Femmes, culture et révolution*, ainsi que l'essai philosophique de Geneviève Fraisse, *Muse de la Raison* (2). De façon générale, les études sur les institutions scolaires pendant la décennie révolutionnaire sont rares, à l'exception notable de l'*Atlas de la révolution française* dirigé par D. Julia (3). S'appuyant en partie sur les recherches en cours de Dominique Picco et de Martine Sonnet, l'*Atlas* présente une série de cartes et de graphiques concernant les institutions et les élèves féminines, dans une approche sociale et institutionnelle de l'enseignement qui reste toujours vivace.

La production de ces années témoigne de la vigueur d'une histoire sociale en plein renouveau. Incontestablement, c'est l'œuvre de Françoise Mayeur qui domine, en même temps qu'elle ouvre des pistes qui ne sont cependant que partiellement suivies à cette époque. Témoignage de sa notoriété, Michelle Perrot et Geneviève Fraisse font appel à elle pour le chapitre sur l'éducation féminine dans le quatrième

Sydney, 1999, et Ruth Watts, « Gendering the story: change in the History of Education », *History of Education*, n° 34, 2005, pp. 225-241. Comme exemple d'un livre qui pourrait être le pendant de la thèse de F. Mayeur pour l'Allemagne, voir James Albisetti, *Schooling German Girls and Women. Secondary and Higher Education in the 19th Century*, Princeton, Princeton University Press, 1988.

(1) Dominique Julia, *Les Trois couleurs du tableau noir*, Paris, Belin, 1981.

(2) Elke Hartent, Hans-Christian Harten, *Femmes, culture et Révolution*, Paris, Éditions des femmes, 1989; Geneviève Fraisse, *Muse de la raison. La démocratie exclusive et la différence des sexes*, Aix-en-Provence, Alinéa, 1989 (rééd. Gallimard, 1995).

(3) Dominique Julia (dir.), *Atlas de la Révolution française*, vol. 2, *L'enseignement, 1760-1815* (sous la dir. de Serge Bonin et Claude Langlois), Paris, Éditions de l'EHESS, 1987.

volume de *l'Histoire des femmes* (1). Si le chapitre qu'elle y rédige s'intitule « le modèle laïque », ses recherches ont aussi montré l'intérêt qu'il y aurait à mieux connaître l'enseignement catholique.

III. L'ÉDUCATION ET L'ENSEIGNEMENT CHRÉTIEN : UN SOUS-CHAMP SOUVENT MIS À PART

Jusqu'à présent, il a surtout été question de travaux portant sur la période contemporaine, qui s'intéressent à l'enseignement public et au rôle de l'État dans le développement de l'enseignement féminin. Pourtant, dans la longue durée – comme les républicains réformateurs ont été les premiers à l'affirmer, en dénonçant le phénomène sans toutefois l'étudier –, l'enseignement des filles a largement été pris en main par l'Église. Il n'est donc pas surprenant que des auteurs catholiques aient cherché à construire une autre histoire de l'enseignement féminin. Ainsi, en 1901, Louis Chabaud reprend l'approche par les doctrines pédagogiques, pour défendre l'éducation religieuse et condamner les nouveaux lycées et collèges de jeunes filles, qui, selon lui, ne proposent que l'instruction au détriment de l'éducation. Cherchant à retrouver les précurseurs des chrétiens qui ont œuvré en faveur de l'éducation des filles, il trace une généalogie qui, paradoxalement, reprend les figures présentées – dans un tout autre esprit – par les républicains. Ainsi, les idées de M^{me} de Genlis et de M^{me} Campan sont vantées et présentées comme continuant l'œuvre de régénération religieuse initiée par la fondatrice de Saint-Cyr (2). En 1920, Fénelon Gibon, secrétaire de la très catholique Société générale pour l'éducation et l'enseignement (SGEE), publie un livre à thèse dans lequel il annonce son intention de montrer le succès grandissant de l'enseignement libre (3). Le ton polémique de l'ouvrage, qui condamne l'enseignement public comme création de la franc-maçonnerie, ébauche toutefois un historique de l'enseignement privé féminin qui fait, à l'époque, presque totalement défaut. S'appuyant très largement sur

(1) « L'éducation des filles: le modèle laïque », in Geneviève Fraisse, Michelle Perrot (dir.), *Histoire des femmes. Le XIX^e siècle*, Paris, Plon, 1991, pp. 231-248, t. 4 de *L'histoire des femmes en Occident*, sous la direction de Georges Duby et Michelle Perrot (traduction française de *Storia delle Donne*, Bari, Laterza, 1990).

(2) Louis Chabaud, *Les précurseurs du féminisme. Mesdames de Maintenon, de Genlis et Campan. Leur rôle dans l'éducation chrétienne de la femme*, Paris, Plon, 1901.

(3) Fénelon Gibon, *L'enseignement secondaire féminin*, Paris, SGEE, 1920.

des articles parus depuis les années 1880 dans le *Bulletin de la SGEE*, l'auteur révèle la quantité pléthorique d'initiatives prises, depuis ces années, dans l'enseignement libre féminin. Signalons d'ailleurs que ces initiatives, qui, en dehors de l'article d'Henri Peretz, déjà mentionné, n'ont pas été étudiées, attendent toujours leur historien.

Les travaux plus proprement historiques consacrés à l'enseignement libre sont l'œuvre d'un avocat de formation, par ailleurs champion de l'enseignement catholique, Louis Grimaud (1). Son *Histoire de la liberté d'enseignement en France* couvre en six volumes la période qui va de la Révolution française à la Monarchie de juillet (2). Il consacre de nombreux passages au régime légal de l'enseignement des filles et est sans doute le premier à proposer une analyse institutionnelle des établissements privés féminins. Certes, ses conclusions ne reposent sur aucun travail d'archives, mais il exploite de manière très pertinente sa connaissance des sources légales, ainsi que les revues officielles et les revues catholiques, pour étudier la structuration du champ institutionnel de l'éducation féminine. Le travail sur archives est alors plutôt l'affaire de clercs, hommes et femmes, qui écrivent l'histoire de leur congrégation ou de leur ordre, dans un esprit partisan mais pas toujours hagiographique. Si l'histoire de cette historiographie d'hommes et de femmes « consacrés » reste encore à faire, signalons toutefois l'utilité de certains travaux, notamment ceux produits par les Ursulines (3). Comme les monographies institutionnelles produites au moment du centenaire de la loi Camille Sée, les histoires de congrégations ou d'ordres enseignants font découvrir des archives très riches, même si leur interprétation requiert beaucoup de circonspection.

(1) Dans sa thèse initiale, il ne fait pas référence à l'enseignement féminin : Louis Grimaud, *Histoire de la liberté d'enseignement en France depuis la chute de l'ancien régime jusqu'à nos jours*, thèse pour le doctorat en droit, université de Grenoble, Grenoble, impr. de Allier frères, 1898.

(2) Louis Grimaud, *Histoire de la liberté d'enseignement en France*, Paris, Apollat de la Presse, 1944-1954, 6 vol.

(3) Voir en particulier Marie de Chantal Gueudré, *Histoire de l'ordre des Ursulines en France*, Paris, Éditions Saint-Pau, 1958-1963, 3 vol., et Marie-Andrée Jégou, *Les Ursulines du Faubourg Saint-Jacques à Paris 1607-1662, origine d'un monastère apostolique*, Paris, PUF, 1981 (il s'agit d'une thèse de 3^e cycle).

La bibliographie commentée de Claude Langlois donne d'excellentes pistes pour mieux connaître l'histoire des congrégations enseignantes dans *Le Catholicisme au féminin. Les congrégations françaises à supérieure générale au XIX^e siècle*, Paris, Cerf, 1984. Pour une approche de cette historiographie congréganiste, voir Phil Kilroy, « Les Archives des congrégations religieuses féminines et la rédaction d'une biographie. L'exemple de Madeleine-Sophie Barat, 1779-1865 », *Revue d'Histoire de l'Église de France*, n° 85, 215, 1999, pp. 359-371.

Des études plus rigoureuses, marquées par le renforcement des exigences historiques, notamment dans le rapport aux sources, apparaissent surtout à partir des années 1980, même s'il faut signaler le livre remarquable que Thérèse Perrée a consacré à un Tiers-ordre normand dès 1965. Les tertiaires qu'elle étudie font remonter leur histoire au Père Barré, à Rouen, mais perdent leur nom de sœurs de la Providence dès le début du XVIII^e siècle. S'appuyant sur une recherche approfondie menée dans les archives publiques et privées, T. Perrée apporte une pierre à notre connaissance de la formation enseignante en étudiant le cours normal tenu par ces femmes, devenues carmélites, entre 1844 et 1886 (1). Ce type de travail d'histoire religieuse permet de mieux connaître les congrégations, la nature de leur recrutement, la formation de leur personnel et leur projet pédagogique. Louis Secondy, dans le cadre de sa recherche sur l'enseignement secondaire libre de l'académie de Montpellier, publie aussi des articles qui font mieux appréhender les initiatives des religieuses enseignantes dans un contexte local spécifique (2). Cette même approche régionale est à l'œuvre dans l'article de Michel Ostenc sur les Franciscaines de Sainte-Marie des Anges, qui ouvrent un pensionnat de jeunes filles dans le diocèse d'Angers (3). Dans ce cas précis, l'étude porte aussi sur les élèves et leur avenir. La thèse de l'École des Chartes de Marie-Dominique Nobécourt étudie également les élèves des dames du Sacré-Cœur, à Paris. Le registre d'inscription de cette maison mentionne 2 500 élèves entre 1825-1870, dont 36,9 % sont issues du milieu nobiliaire. L'analyse porte cependant surtout sur

(1) Thérèse Perrée, *Le Tiers-ordre de Notre-Dame du Mont Carmel d'Avranches*, Coutances, Éditions Notre-Dame, 1965. Il s'agit de la publication d'un DES d'histoire. Une autre étude fouillée sur le rôle des religieuses dans la formation enseignante examine le rôle des Dames de Flines dans le cours normal de Douai, dans le Nord: Richard Hemeryck, « La congréganisation des écoles normales du département du Nord au milieu du XIX^e siècle (1845-1883) », *Revue du Nord*, 56, n° 217, 1973, pp. 113-122, et n° 220, 1974, pp. 13-28. Hemeryck a soutenu l'une des toutes dernières thèses d'État, qui est une mine de renseignements sur l'enseignement congréganiste, *Les écoles congréganistes dans le département du Nord sous le Second Empire*, université de Lille 2, 2006; la thèse, en six volumes, comporte 1 780 pages de texte. Il traite de dix-neuf congrégations féminines, exploitant à bon escient les archives des sœurs de la Sainte-Union.

(2) Louis Secondy, « L'éducation des filles en milieu catholique au XIX^e siècle », *Cahiers d'histoire*, n° 26, 1981, pp. 337-352, et, sur le secteur public, « L'enseignement secondaire féminin public dans l'Académie de Montpellier (1867-1939) », *Études sur l'Hérault*, n° 2, 1985, pp. 43-50.

(3) Michel Ostenc, « L'œuvre d'éducation de la congrégation de Sainte-Marie-des-Anges au pensionnat de l'Esivière à Angers à la fin du 19^e siècle », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, n° 89, 1982, pp. 87-106.

les documents normatifs tels que les règlements et les programmes d'études, sans qu'il soit possible de saisir les effets de cet enseignement sur les futures dames de la bonne société (1).

Plus original est le volume issu d'un colloque tenu en 1980 sur l'éducation et l'image de la femme chrétienne au début du XIX^e siècle (2). Une première partie du livre étudie la pensée de M^{sr} Dupanloup et ses résonances, dans une série de quatre articles; la deuxième partie, intitulée « Quelle fut la réponse du monde catholique aux progrès de l'enseignement laïque? », ouvre une série de pistes permettant de mieux comprendre la concurrence entre les secteurs laïc et catholique (3); enfin, la dernière partie, intitulée « Vers une nouvelle image de la femme chrétienne », concerne davantage le domaine extrascolaire et les transformations des représentations de la féminité. L'un des articles traite de l'orientation des femmes vers le service social (Yvonne Knibiehler); deux autres portent sur la vision de l'éducation féminine dans le *Correspondant* et le *Bulletin de la Société générale d'éducation et d'enseignement* (Blandine Malé), et dans les bulletins diocésains de la Jeunesse catholique féminine (Gérard Cholvy); en guise de conclusion, F. Mayeur consacre un article à la femme chrétienne après la Première Guerre mondiale. Le croisement des perspectives entre l'histoire religieuse, l'histoire de l'éducation et l'histoire des femmes est clairement impulsé par F. Mayeur, mais n'a pas reçu l'écho qu'il méritait dans les travaux ultérieurs.

Le projet pédagogique des religieuses enseignantes est l'objet de nombreuses études, la plupart centrées sur les archives d'un établissement. La rencontre d'histoire religieuse organisée à Fontevraud en 1980 est à l'origine de la publication, l'année suivante, d'un volume intitulé *Religieuses enseignantes (XVI^e-XX^e siècles)* (4). Il y est ques-

(1) Marie-Dominique Nobécourt, *Un exemple de l'éducation des filles au 19^e siècle par les congrégations religieuses : le Sacré-Cœur de Paris (1816-1874)*, thèse de l'École des Chartes, 1981. Cette même approche par le biais des documents normatifs apparaît dans le travail d'Odile Arnold sur la vie des religieuses au XIX^e siècle, qui intègre la vocation enseignante dans une interprétation de la vie religieuse dans son ensemble : *Le corps et l'âme. La vie des religieuses au XIX^e siècle*, Paris, Seuil, 1984.

(2) Jacques Gadille, Françoise Mayeur (dir.), *L'éducation et l'image de la femme chrétienne*, op. cit.

(3) On y trouve des articles de Claude Langlois, Émile Poulat, Louis Secondy, Jeanne Caron et Michel Ostenc.

(4) *Les religieuses enseignantes (XVI^e-XX^e siècles)*. Actes de la 4^e rencontre d'histoire religieuse à Fontevraud, le 4 octobre 1980, Angers, Presses de l'université

tion, entre autres, des Ursulines (sous la plume de Dominique Dinot et Dom Guy Oury), des dames du Sacré-Cœur (évoquées par Jeanne de Charry) et des sœurs de l'Instruction chrétienne (étudiées par Marius Faugeras). Le temps est alors à l'exploitation d'archives, pas encore à la synthèse. Ces études font néanmoins ressortir la nécessité de mieux connaître le fonctionnement de ces institutions, afin de saisir leur effet sur l'évolution de l'offre scolaire pour les filles (1).

Depuis vingt ans, les travaux menés dans le champ de l'histoire religieuse continuent à produire des études monographiques, sur une région, un établissement, une congrégation ou une personnalité marquante dans le domaine de l'enseignement féminin. Si cette prolifération d'ouvrages apporte incontestablement des connaissances nouvelles, l'approche monographique reste la plupart du temps très prégnante, sans beaucoup d'ouverture sur les champs de l'histoire de l'éducation ou de l'histoire des femmes (2). L'enseignement secondaire et l'éducation des élites sont bien mieux étudiés que ceux qui sont destinés au peuple, à l'exception du livre remarquable de l'Américaine Sarah Curtis, qui porte sur l'offre scolaire primaire

d'Angers 1981. Pour une autre étude de cas régionale, voir Marie-Elisabeth Aubry, « La congrégation de Notre-Dame à Nancy et l'éducation des filles au XVII^e et XVIII^e siècles », *Annales de l'Est*, n° 24, 1974, pp. 75-96.

(1) Voir mon article sur la congrégation de la Mère de Dieu, « Retrograde or Modern? Unveiling the Teaching Nun in Nineteenth-Century France », *Social History*, n° 23, 1998, pp. 146-164.

(2) La biographie de Phil Kilroy, produit d'une formation universitaire comme les travaux de sa sœur en religion Jeanne de Charry, constitue une exception : *Madeleine Sophie Barat. Une vie (1779-1865)*, Paris, Cerf, 2004. Sur des établissements spécifiques, voir Christiane d'Ainval, *Le couvent des Oiseaux. Ces jeunes filles de bonne famille*, Paris, Perrin, 1991, et l'article de la sociologue Monique de Saint-Martin, « Une bonne éducation : Notre-Dame des Oiseaux à Sèvres », *Ethnologie française*, n° 20, 1990, pp. 62-70. Cette dernière adopte une perspective bourdieusienne pour comprendre l'importance du capital d'une bonne éducation et la persistance d'une éducation qui prépare les femmes à leur rôle domestique. Sur une congrégation particulière : Jacques Bombardier, Anne-Marie Lapage (dir.), *Histoire des sœurs de la Doctrine Chrétienne de Nancy*, Nancy, Doctrine Chrétienne, 1999, 5 vol. ; Alice-Marie Puga, *Histoire de la Congrégation du Saint-Nom de Jésus de Toulouse : de 1800 à 1953*, Toulouse, Privat, 2006. Sur des fondatrices : *Mère Marie-Eugénie Milleret, fondatrice des Religieuses de l'Assomption. Actes du Colloque du Centenaire, Cannes, 24-25 avril 1998*, Paris, Éditions Don Bosco, 1999 ; Blandine-Dominique Berger, *Madeleine Daniélou, 1880-1956*, Paris, Cerf, 2002. Le livre récent de Marie-France Carreel sur le projet pédagogique de Sophie Barat offre des éléments plus précis sur la pédagogie du Sacré-Cœur, mais souffre d'une absence de rigueur dans le traitement des sources et d'un regard anachronique : *Sophie Barat Un projet éducatif pour aujourd'hui*, Paris, Éditions Don Bosco, 2003.

en région lyonnaise (1). Évidemment, la qualité de l'analyse historique varie beaucoup dans ces œuvres, tantôt universitaires, tantôt à destination d'un public moins spécialisé, mais leur existence rend incontournable le besoin d'appréhender la dimension catholique de l'enseignement féminin en France. Et pour qui s'intéresse à cette histoire, il existe maintenant un outil fort précieux : le guide de Daniel-Odon Hurel sur les ordres et les congrégations religieuses, qui actualise et étend celui, désormais vieilli, de Charles Molette (2).

Malgré cet essor, il faut bien constater l'absence d'une synthèse générale sur l'enseignement catholique, à l'image de celle proposée par Claude Langlois sur les congrégations à supérieure générale, voire d'une synthèse universitaire sur l'œuvre éducative de grandes congrégations telles que le Sacré-Cœur, pour les filles de l'élite, ou les filles de la Charité, pour les filles pauvres (3). L'ouvrage de Gérard Cholvy et de Nadine-Josette Chaline intitulé *L'Enseignement catholique en France*, qui reprend un numéro spécial de la *Revue d'histoire de l'Église de France*, propose un ensemble stimulant d'articles sur la question mais n'offre guère de vision d'ensemble, d'autant que l'enseignement féminin n'est pas l'objet principal du livre (4). Il n'y a guère que dans les articles de F. Mayeur que nous trouvons des efforts de synthèse sur cette question de l'enseignement catholique féminin. Cependant, ces articles sont dispersés, et les intuitions de F. Mayeur n'ont pas débouché sur une œuvre de synthèse, mis à part le volume de

(1) Sarah Curtis, *L'enseignement au temps des congrégations. Le diocèse de Lyon (1801-1905)*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2003 (1^{re} éd. américaine, 2000).

(2) Daniel-Odon Hurel (dir.), *Guide pour l'histoire des ordres et des congrégations religieuses (France, XVI^e-XX^e siècles)*, Bruxelles, Brepols Publishers, 2001. Le guide de M^{re} Molette, *Guide des sources de l'histoire des congrégations féminines françaises de vie active*, Paris, 1974, avait une visée moins scientifique.

(3) On trouve néanmoins quelques thèses sur les écoles congréganistes : Maryse Bonnevie, *Les écoles congréganistes du département de l'Ain au XIX^e siècle (1801-1904)*, thèse en sciences de l'éducation, université Auguste et Louis Lumière-Lyon II, 1996 ; pour la période moderne, voir Emmanuelle Daniellou, *Les enseignantes en Bretagne aux XVII^e et XVIII^e siècles. Religion, éducation et société*, thèse pour le doctorat en histoire, université Marc Bloch-Strasbourg, 2003.

(4) Gérard Cholvy, Nadine-Josette Chaline (dir.), *L'enseignement catholique en France aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Cerf, 1995. L'ouvrage traite aussi bien de l'enseignement masculin que féminin. Sur les dix-neuf articles, trois seulement portent sur l'enseignement féminin, dont deux de Françoise Mayeur, « Vers un enseignement secondaire catholique des jeunes filles au début du XX^e siècle » et « La formation des institutrices avant la loi Paul Bert. Les cours normaux ».

Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation (1), qui a été écrit avant l'essor des monographies sur les institutions religieuses. Ainsi, malgré l'incontestable renouveau des travaux sur l'enseignement congréganiste, ceux-ci restent en général peu connus de la communauté des historiens, et la vision quelque peu caricaturale que nous ont léguée les premiers réformateurs républicains n'est pas encore totalement effacée de l'historiographie.

IV. LE TEMPS DU GENRE

Si, dans les années 1970, le travail de F. Mayeur porte surtout sur l'enseignement féminin, son approche est d'emblée comparative. Cerner les spécificités de l'enseignement secondaire féminin nécessite de le distinguer de celui qui existe pour les garçons. L'historienne pionnière va plaider de manière continue pour une mise en relation du masculin et du féminin, afin de comprendre les enjeux des réformes. Cette façon de procéder est bien celle de l'histoire du genre, pour qui le masculin et le féminin sont des constructions sociales et culturelles qui se situent l'une par rapport à l'autre dans des rapports de pouvoir. Dans la décennie 1990, la revendication explicite d'une histoire du genre se fait jour dans l'histoire des femmes (2). Dans l'histoire de l'enseignement féminin, l'utilisation de la catégorie « genre » arrive d'abord sous la plume des historiens américains et anglais, dans le cadre de travaux où il est surtout question de l'identité enseignante. L'intérêt porté à l'identité témoigne aussi du glissement d'une approche sociale et institutionnelle de l'école vers une approche socioculturelle de celle-ci.

1. L'identité professionnelle au féminin

Entre 1990 et 1995, paraissent en anglais trois livres sur les enseignantes et les contradictions qu'elles vivent, leur tâche étant d'éduquer de futures mères et épouses alors qu'elles-mêmes exercent un métier dans l'espace public. Le premier de ces livres est celui de

(1) Voir la bibliographie de Françoise Mayeur dans ce numéro.

(2) Pour l'historiographie concernant l'histoire des femmes, voir Françoise Thébaud, *Écrire l'histoire des femmes*, 2e éd. Lyon, ENS Éditions, 2007.

Jo Burr Margadant sur les sévriennes, *Madame le Professeur* (1). J. B. Margadant poursuit dans ce livre les interrogations formulées par F. Mayeur, en se concentrant sur la trajectoire de 213 des premières enseignantes du secondaire féminin public. Elle les décrit comme des pionnières, figures de transition qui doivent affronter une société pour laquelle des femmes issues de la bourgeoisie ne sauraient exercer une profession. Adoptant une approche prosopographique et culturelle, elle cherche à entrer dans leur mentalité en étudiant leurs écrits, privés aussi bien que publics, afin de saisir la manière dont elles se forment une identité professionnelle. Cependant, elle montre à quel point les références à la sphère domestique modèlent leur existence, produisant un environnement typiquement « féminin ». L'étude de ces premières générations de femmes professeurs lui permet de retracer le refus progressif de cet environnement « différent » et des discriminations de carrière dont elles souffrent dans la période de l'entre-deux-guerres. Bon gré mal gré, elles adoptent des façons de faire plus conformes aux idéaux méritocratiques et individualistes du système républicain masculin.

Cette même tension entre le devenir privé des femmes et leur activité publique des enseignantes constitue la problématique de deux livres consacrés aux premières normaliennes, qui ont paru presque simultanément. L'historien anglais Sharif Gemie adopte une perspective habermasienne pour comprendre la construction d'une identité professionnelle chez ces femmes que la Révolution a rejetées hors de la sphère publique. Son interrogation centrale porte sur la tension entre la culture féminine des maîtresses d'école et l'État républicain « masculin » (2). Le livre de l'Américaine Anne Quartararo est, quant à lui, plus centré sur la notion d'identité corporative qui se forge au

(1) Jo Burr Margadant, *Madame le Professeur. Women Educators in the Third Republic*, Princeton, Princeton University Press, 1990.

(2) Sharif Gemie, *Women and Schooling in France, 1815-1914. Gender, Authority and Identity in the Female Schooling Sector*, Keele, Keele University Press, 1995. L'appareillage théorique un peu lourd de ce livre porte tort, à mon sens, aux documents d'archives qu'il exploite. En particulier, il publie en annexe le journal d'une élève de l'école normale du Mans en 1883. Voir aussi ses articles : « Docility, Zeal and Rebellion : Culture and Sub-Cultures in French Women's Teacher Training Colleges, c. 1860-c.1910 », *European History Quarterly*, n° 24, 1994, pp. 213-244 ; « The Schoolmistresses' Revenge : Secular Schoolmistresses, Academic Authority, and Village Conflicts in France, 1815-1848 », *History of Education*, n° 20, 1991, pp. 203-217.

sein des écoles normales féminines (1). Il traite largement de l'organisation de la vie quotidienne au sein de l'institution, de ses règlements, de sa discipline et de l'impact de cet ordre sur les jeunes normaliennes. La référence théorique de l'auteur est plutôt Foucault qu'Habermas, mais, comme S. Gemie, elle conclut que l'expérience de l'école normale forge un type défini d'enseignantes, qui ont intégré les valeurs de l'État éducateur et contestent relativement peu les rapports de sexes qu'il instaure. Ces deux ouvrages, peu cités en France, et qui n'ont pas fait l'objet d'une recension dans *Histoire de l'éducation*, méritent d'être mieux connus dans la mesure où ils apportent un éclairage inédit sur les premières élèves des écoles normales et des cours normaux féminins, avant et après la création des écoles normales publiques en 1879. Certes, Françoise Mayeur a publié, exactement au même moment, un article sur la formation des institutrices avant la loi Paul Bert, mais son étude porte moins sur les élèves-maîtresses que sur la structure des cours normaux et leurs rapports avec l'administration (2).

À partir du milieu des années 1990, la thématique de la professionnalisation au féminin, certainement inspirée en partie par les recherches anglo-américaines, émerge nettement dans les travaux sur les enseignantes (3). C'est d'ailleurs l'un des axes du livre que Jean-Noël Luc consacre aux salles d'asile : lorsqu'il développe l'analyse de la « professionnalisation de l'institution des jeunes enfants », il s'attache à l'étude des maîtresses et des inspectrices (4). Comprendre ce qui fait la spécificité de l'entrée des femmes dans la profession enseignante fait aussi l'objet des recherches de Françoise Mayeur,

(1) Anne T. Quartararo, *Women Teachers and Popular Education in Nineteenth-Century France. Social Values and Corporate Identity at the Normal School Institution*, Newark, University of Delaware Press, 1995.

(2) Françoise Mayeur, « La formation des institutrices femmes avant la loi Paul Bert : les cours normaux », *Revue d'Histoire de l'Église de France*, 36, 206, 1995, pp. 121-130.

(3) Voir l'analyse que propose Marie-Madeleine Compère sur cette question dans *L'histoire de l'éducation en Europe...*, *op. cit.*, pp. 102-103, et le développement de Mineke van Essen et Rebecca Rogers, « Écrire l'histoire des enseignantes.. », *art. cit.*, pp. 15-21.

(4) Jean-Noël Luc, *L'invention du jeune enfant au XIX^e siècle. De la salle d'asile à l'école maternelle*, Paris, Belin, 1997. L'historienne américaine Linda Clark a également travaillé dans une perspective de genre sur les premières inspectrices des salles d'asile et les inspectrices de l'enseignement primaire de la III^e République dans *The Rise of Professional Women in France. Gender and Public Administration since 1830*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

d'Yves Verneuil, de Christine de Bellaigue et de moi-même (1). Ce croisement des questionnements sur la professionnalisation et sur la féminisation se développe dans les travaux sur le xx^e siècle, encore trop peu étudié par l'histoire de l'éducation. La thèse inédite de Loukia Efthymiou traite des enseignantes du secondaire public dans l'entre-deux-guerres et apporte un éclairage intéressant, non pas sur les pionnières, longtemps privilégiées par l'historiographie, mais sur les générations suivantes, celles des femmes qui enseignent dans un système tendant vers l'identification avec le système masculin. La professionnalisation de leurs trajectoires n'empêche cependant pas la persistance de représentations fortement sexuées de la « nonne laïque », qui paye sa promotion intellectuelle et sociale par son célibat (2). Marlaïne Cacouault-Bitard poursuit cette interrogation en sociologue dans son beau livre sur les femmes professeurs et leur manière de jongler entre carrière et vie privée (3).

Les recherches sur les enseignantes du primaire conduites dans cette perspective sont beaucoup moins avancées, et l'étude de la féminisation de ce secteur n'en est, en France, qu'à ses balbutiements, contrairement à ce qu'on voit dans d'autres pays européens. La sociologue Ida Berger est la première à avoir montré l'intérêt d'une étude sur les institutrices, en 1959. Depuis cette date, le défi n'a guère été relevé. « Que nous continuions à célébrer les "hussards noirs de la République" en oubliant que la laïcisation incombait plus encore aux institutrices, est une sorte de scandale historiographique », écrit

(1) Françoise Mayeur, « Les maîtresses de pension à l'époque de George Sand : traditions, identités, expériences », in Michèle Hecquet (dir.), *L'Éducation des filles au temps de George Sand*, Arras, Artois Presses Université, 1998, pp. 29-40 ; voir le chapitre sur les agrégées dans Yves Verneuil, *Les agrégés. Histoire d'une exception française*, Paris, Belin, 2005, pp. 191-215. Voir aussi Christina de Bellaigue, *Educating Women. Schooling and Identity in England and France, 1800-1867*, Oxford, Oxford University Press, 2007, et Rebecca Rogers, *Les bourgeoises au pensionnat. L'éducation féminine au XIX^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, et « Les enseignantes religieuses et laïques au XIX^e siècle : vocation ou activité professionnelle ? », in Jean-Yves Causer, Roland Pfefferkorn, Bernard Woehl (dir.), *Métiers, genre et identités professionnelles*, Paris, L'Harmattan, 2007, pp. 33-50.

(2) Loukia Efthymiou, *Identités d'enseignantes – Identités de femmes. Les femmes professeurs dans l'enseignement secondaire public en France (1914-1939)*, thèse pour le doctorat en histoire, université Paris 7, 2002.

(3) Marlaïne Cacouault-Bitard, *Professeurs... mais femmes, carrières et vies privées des enseignantes du secondaire au XX^e siècle*, Paris, La Découverte, 2007.

François Jacquet-Francillon en 2000 (1). Si quelques articles ou chapitres de livres abordent la question de la féminisation de l'enseignement primaire, il est frappant de constater que ces travaux sont surtout le fait des anglophones Patrick Harrigan et James Albisetti (2).

Un dernier terrain où les historiens commencent à explorer l'identité des enseignantes sous l'angle du genre est celui des territoires coloniaux ou d'outre-mer. Pour le moment, ce sont surtout des études sur les enseignantes religieuses qui ont stimulé des questionnements sur le sens à donner à l'expansionnisme congréganiste, questionnements auxquels l'historiographie anglo-saxonne donne davantage de réponses que la française pour le moment (3). En France, les historiens de la congrégation de Saint-Joseph de Cluny, première grande congrégation missionnaire féminine, font découvrir la richesse des sources dans ce domaine, mais sont loin d'avoir répondu à l'ensemble des interrogations possibles, d'autant que leur intérêt premier n'est souvent pas l'enseignement féminin (4). L'historienne malgache Jacqueline Ravelomanana Randrianjafininimanana fait œuvre de pionnière en langue française avec la publication de sa thèse sur l'éducation des jeunes filles malgaches. Celle-ci combine analyse des

(1) Le scandale n'a pas vraiment cessé depuis. François Jacquet-Francillon, « Les conquêtes féminines dans l'enseignement », in *La féminisation de l'enseignement, une histoire de femmes?*, présenté par François Jacquet-Francillon – *Mélanges de la Maison Saint-Exupéry*, Lille, 2000, p. 150.

(2) Raymond Grew, Patrick Harrigan, *L'École primaire en France au XIX^e siècle. Essai d'histoire quantitative*, Paris, EHESS, 2002 [1^{re} éd. américaine 1991], pp. 147-179; Patrick Harrigan, « Church, State and Education in France from the Falloux to the Ferry laws: A Reassessment », *Canadian Journal of History*, 36, 1, 2001, pp. 51-83; James Albisetti, « The Feminization of Teaching in the Nineteenth Century: A Comparative Perspective », *History of Education*, 22, 3, 1993, pp. 252-263.

(3) Sans être spécifiquement un travail sur les religieuses missionnaires, le livre d'Yvonne Turin montre l'intérêt d'approfondir cette histoire: *Femmes et religieuses au XIX^e siècle. Le féminisme "en religion"*, Paris, Nouvelle Cité, 1989. Un numéro de *Clio. Histoire, femmes et société*, « Femmes d'Afrique », n° 6, 1997, contient deux articles qui s'intéressent aussi aux missionnaires et à la scolarisation féminine: Estelle Pagnon, « "Une œuvre inutile"? La scolarisation des filles par les missionnaires catholiques dans le Sud-Est du Nigéria (1885-1930) », pp. 35-59; Anne Hugon, « La contradiction missionnaire: Discours et pratique des missionnaires méthodistes dans le sud-est du Nigéria (1885-1930) », *ibid.*, pp. 15-34.

(4) Voir, en particulier, les travaux de Geneviève Lecuir-Nemo: « Femmes et vocation missionnaire. Permanence des congrégations féminines au Sénégal de 1819 à 1960: adaptation ou mutation? Impact et insertion? », thèse pour le doctorat en histoire, université de Paris 1, 1995; Philippe Delisle, « Colonisation, christianisation et émancipation. Les sœurs de Saint-Joseph de Cluny à Mana (Guyane française). 1828-1846 », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, t. 85, n° 320, 1998, pp. 7-32.

représentations de la femme et réalités institutionnelles, exploitant surtout les archives publiques (1). L'œuvre éducative des colonisateurs fait aussi l'objet d'analyses de la part d'historienne des femmes, notamment de Pascale Barthelémy et de Julia Clancy-Smith. La première propose une étude de l'école normale de Ruffisque, en Afrique occidentale française, qui analyse sous l'angle du genre aussi bien les objectifs pédagogiques que les enseignantes et leurs élèves (2). L'Américaine J. Clancy-Smith, spécialiste du Maghreb, travaille depuis quelques années sur la scolarisation féminine au temps de la colonisation ou du protectorat et a publié en français un bel article sur l'école primaire pour filles musulmanes Louise-Renée-Millet, fondée par les Français en 1900 à Tunis (3). Ces travaux, peu connus des historiens de l'éducation, illustrent de manière particulièrement frappante le poids du genre dans l'offre éducative coloniale, car, la plupart du temps, l'enseignement féminin offert par les missionnaires comme par les officiels coloniaux vise à ce que les jeunes filles « indigènes » se conforment aux modes de vie et aux valeurs féminines européennes.

2. Approches sexuées de l'identité des élèves

Incontestablement, les élèves figurent moins dans les travaux où l'histoire de l'éducation croise l'histoire du genre. La rareté des sources « classiques », des dossiers d'élèves en particulier, est notamment responsable de cette pénurie, qui caractérise l'histoire de l'enseignement en général (4). Toutefois, dans un certain nombre de travaux visant à

(1) Jacqueline Ravelomanana Randrianjafinimanana, *Histoire de l'éducation des jeunes filles malgaches du xv^e au milieu du xx^e siècle*, Imarivolanitra, Édition Antso, 1995.

(2) Pascale Barthelémy, « La formation des Africaines à l'école normale d'institutrices de l'AOF de 1938 à 1958. Instruction ou éducation ? », *Cahiers d'Études Africaines*, 43, (1-2) 2003, pp. 371-388 ; *Femmes, africaines et diplômées à l'époque coloniale*, Paris, La Martinière, à paraître en 2008.

(3) Julia Clancy-Smith, « L'école Rue du Pacha à Tunis : l'éducation de la femme arabe et "la plus grande France" (1900-1914) », *Clio. Histoire, femmes et société*, n° 12, 2000, pp. 33-55.

(4) Voir l'article historiographique de Jean-Noël Luc, qui fait la même observation à propos des lycéens et lycéennes : « À la recherche du "tout puissant Empire du milieu". L'histoire des lycées et leur historiographie du Second Empire au début du xxi^e siècle », in Pierre Caspard, Jean-Noël Luc, Philippe Savoie (dir.), *Lycées, lycéens, lycéennes. Deux siècles d'histoire*, Lyon, INRP, 2005, pp. 46-48. Signalons cependant la thèse en cours de Dominique Demengel, sous la direction de Jean-Noël Luc, *De la demoiselle à la bachelière : les premières lycéennes parisiennes (1880-1914)*, université Paris 4.

cerner l'effet des messages éducatifs sur la construction des identités féminines, se profilent les jeunes filles dans leurs pensionnats, entre elles, ou sur les genoux de leurs mères. La révélation des journaux intimes par Philippe Lejeune a profondément marqué cette approche de l'univers des demoiselles, qui s'appuie souvent sur l'exploration des écrits privés (1). L'exploitation de journaux intimes, de correspondances, de mémoires et d'autobiographies m'a ainsi permis d'explorer la culture féminine au pensionnat et de montrer les négociations constantes entre les règles et les normes de genre, et le jeu des individualités (2). La construction de l'identité féminine à travers les leçons apprises au foyer domestique, dans les relations sociales ou dans l'apprentissage de savoir-faire féminins – arts d'agrément, travaux d'aiguille – font également l'objet d'analyses stimulantes, qui montrent l'importance qu'il y a à dépasser l'étude des normes et des représentations afin de saisir les pratiques et les formes d'intériorisation (3). En comparant l'apprentissage sentimental des garçons et des filles, Gabrielle Houbre, en particulier, fait ressortir à quel point la masculinité et la féminité ont une histoire que le projet éducatif, au sens large, est particulièrement apte à éclairer (4). La comparaison des univers éducatifs français et anglais, que proposent aussi bien cette dernière que Christine de Bellaigue, ouvre également des perspectives sur les spécificités françaises de l'identité féminine (5).

(1) Philippe Lejeune, *Le "moi" des demoiselles. Enquête sur le journal de jeune fille*, Paris, Seuil, 1993. Signalons aussi son invitation précoce à utiliser ces sources autobiographiques, dans « Les instituteurs du XIX^e siècle racontent leur vie », *Histoire de l'éducation*, n° 25, janvier 1985, pp. 53-82.

(2) Voir en particulier l'analyse du journal tenu par une jeune élève entre 1875-1881 dans Rebecca Rogers, *Les demoiselles de la Légion d'honneur. Les maisons d'éducation de la Légion d'honneur au XIX^e siècle*, Paris, Perrin, 2006 [1^{re} éd. 1992], pp. 239-283, et, du même auteur, *Les bourgeoises au pensionnat...*, *op. cit.*, chap. 6.

(3) Voir l'analyse très fine de Colette Cosnier, *Le silence des filles. De l'aiguille à la plume*, Paris, Fayard, 2001. Sur l'enseignement ménager, signalons la thèse en cours de Sandrine Roll, sous la direction de Rebecca Rogers, *De la ménagère parfaite à la consommatrice responsable. Une histoire culturelle de la nouvelle femme au foyer au tournant des XIX^e-XX^e siècles*, université Marc Bloch-Strasbourg.

(4) Gabrielle Houbre, *La discipline de l'amour. L'éducation sentimentale des filles et des garçons à l'âge du romantisme*, Paris, Plon, 1997.

(5) Gabrielle Houbre, « Demoiselles catholiques et misses protestantes: deux modèles éducatifs antagonistes au XIX^e siècle », *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, n° 146, 2000, pp. 49-68; Christine de Bellaigue, « Behind the School Walls: The School Community in French and English Boarding Schools for Girls, 1810-1867 », *Paedagogica Historica*, n° 40, 2004, pp. 107-121. Voir aussi Céline Grasser, « "Jeunes fille en fleur" contre "good girl": la construction d'identités féminines bourgeoises au jardin, France et Angleterre, 1820-1870 », in Jean-Pierre

La bourgeoisie fait l'objet de la grande majorité de ces travaux qui étudient l'identité féminine à travers les écritures du « moi ». Les recherches en cours d'Anne Thomazeau suggèrent cependant d'autres moyens d'aborder ces questions à propos de filles de milieux défavorisés, en l'occurrence des délinquantes. Comme l'a montré Anne-Marie Sohn, les archives judiciaires, de même que celles des établissements pénitentiaires, font entendre des voix qui permettent de mieux comprendre le poids du genre dans l'expérience du « redressement » juvénile (1).

Pour le moment, l'exploration des identités sexuées n'a guère rencontré l'histoire des disciplines scolaires. Étant donné les connotations fortement sexuées de certaines matières – les humanités classiques sont par excellence masculines au XIX^e siècle – et la manière sexuée dont les pédagogues abordent les programmes d'enseignement, il serait intéressant d'approfondir l'étude de la relation entre certains apprentissages scolaires et les rapports de genre. À l'instar des travaux de Michèle Cohen sur le *curriculum* et la construction des différences de genre, regardons de plus près le rôle des matières scolaires dans la fabrication des identités sexuées (2). Cette question du « sexe » de certains savoirs, très largement débattue dans les analyses féministes en sociologie ou sciences de l'éducation, mérite des études à dimension historique (3).

Bardet, Jean-Noël Luc, Isabelle Robin-Romero, Catherine Rollet (dir.), *Lorsque l'enfant grandit. Entre dépendance et autonomie*, Paris, Presses de l'université de Paris-Sorbonne, 2003.

(1) Anne Thomazeau, *La rééducation des jeunes filles délinquantes et inadaptées. Pratiques et représentations, de la Libération aux années 1970*, thèse en cours à l'ENS de Lettres et sciences humaines, sous la co-direction d'Anne-Marie Sohn et Jean-Noël Luc (université Paris IV).

(2) Michelle Cohen, « Language and Meaning in a Documentary Source: girls' curriculum from the late eighteenth century to the Schools Inquiry Commission, 1868 », *History of Education*, n° 34, 2005. Voir aussi Rebecca Rogers, « Les femmes dans l'enseignement des langues vivantes: éléments pour une histoire à écrire », *Études de linguistique appliquée. Revue de didactologie des langues – culture*, 142: 2, 2006, pp. 135-149.

(3) Les travaux récents sur les historiennes ouvrent d'utiles pistes de réflexion. Voir notamment l'étude que propose Isabelle Havelange sur une « maîtresse d'histoire »: « Le destin de Mélanie de Boileau (1774-1862), "maîtresse d'histoire" à Écouen », in Nicole Pellegrin (dir.), *Histoire d'historiennes*, Saint-Étienne, Publications de l'université de Saint-Étienne, 2006, pp. 243-263.

3. Le genre, les jeunes filles et le croisement des disciplines

Dans les années 1990, l'essor des travaux en histoire des femmes et la création, en 1994, de la revue *Clio, Histoire, Femmes et Sociétés* stimulent une plus grande interdisciplinarité. Celle-ci se traduit notamment, dans le domaine de l'éducation féminine, par des numéros spéciaux de revues, ou par l'organisation de colloques au cours desquels des littéraires et des historiens apportent chacun leur regard sur la construction de la féminité (notons que la construction de la masculinité reste nettement moins étudiée, à l'exception des travaux d'André Rauch) (1). Dès 1996, la revue *Clio* fait œuvre pionnière en organisant l'un de ses premiers numéros autour de la thématique du « temps des jeunes filles » (2). Les littéraires s'emparent de cette thématique dans les années qui suivent, en publiant des actes de colloque où dominent des approches fondées sur l'étude des textes pédagogiques, de la littérature de jeunesse, ou de figures comme celles de Poullain de la Barre ou de Michelet (3). Malgré la participation à ces colloques de quelques historiens, et non des moindres, l'impression globale qui se dégage de ces publications est assez peu bouleversante pour le lecteur qui connaît la production historique antérieure. Parmi les quelques articles qui renouvellent nos connaissances sur l'ensei-

(1) André Rauch, *Le premier sexe. Mutations et crise de l'identité masculine*, Paris, Hachette, 2000.

(2) La table des matières du numéro, coordonné par Gabrielle Houbre, montre l'élargissement des problématiques sur l'éducation féminine, puisque le temps des jeunes filles est surtout appréhendé en dehors de l'école : Pierre Brulé, « Des osselets et des tambourins pour Artémis » ; Louise Bruit-Zaidman, « Le temps des jeunes filles dans la cité grecque : Nausicaa, Phrasikleia, Timareta et les autres » ; Didier Lett, « Le corps de la jeune fille. Regards de clercs sur l'adolescente aux XII^e-XIV^e siècles » ; Agnès Thiercé, « De l'école au ménage : le temps de l'adolescence féminine dans les milieux populaires (III^e République) » ; Deborah Puccio, « Trois carnivals alpins "du côté des jeunes filles en fleurs" » ; Michela de Giorgio, « Grandir entre deux siècles : mythes et réalité de la jeunesse féminine italienne de la fin du XIX^e siècle à l'entre-deux-guerres » ; Yvonne Knibiehler, « L'éducation sexuelle des filles au XX^e siècle » ; Marcel Bernos, « La jeune fille en France à l'époque classique » ; Carole Lécuyer : « Une nouvelle figure de la jeune fille sous la III^e République : l'étudiante ».

(3) Guyonne Leduc (dir.), *L'éducation des femmes en Europe et en Amérique du Nord, de la Renaissance à 1848. Réalités et représentations*, Paris, L'Harmattan, 1997, coll. « Des Idées et des femmes », et Michèle Hecquet (dir.), *L'éducation des filles au temps de George Sand, op. cit.* Dans les deux cas, les historiens sont nettement minoritaires : sur quarante-et-un contributeurs au volume dirigé par G. Leduc, on trouve cinq historiens, dont trois Français, René Grevet, Françoise Mayeur, Martine Sonnet ; dans celui de M. Hecquet, les littéraires sont très largement majoritaires, avec trois contributions d'historiens français : Madeleine Reberieux, Jean-Noël Luc et Gabrielle Houbre.

gnement féminin français figurent la contribution de Jean-Noël Luc sur la scolarisation pré-élémentaire et celle de Gabrielle Houbre sur l'apprentissage de l'équitation dans l'éducation féminine (1). La contribution des littéraires à notre connaissance de la littérature de jeunesse est cependant l'un des apports non négligeables de ces deux volumes (2).

À côté de ces initiatives marquées par le « temps du genre », notons certaines continuités dans la recherche, notamment dans les études monographiques : sur un établissement, comme la Maison royale de Saint-Cyr (3), sur des figures de la pédagogie féminine, comme Victorine Monniot (4), ou sur les lycées féminins d'une région, en l'occurrence la région parisienne (5). Signalons enfin, dans le domaine des idées, l'intérêt durable des modernistes pour les débats portant sur la raison des femmes et leur rapport à l'éducation et la culture. Cette approche de l'éducation féminine est très présente

(1) Jean-Noël Luc, « Fillettes fragiles, fillettes dociles ? Les paradoxes de la préscolarisation féminine au XIX^e siècle », in Michèle Hecquet (dir.), *L'éducation des filles au temps de George Sand...*, op. cit., pp. 75-84, et Gabrielle Houbre, « Le temps des amazones », *ibid.*, pp. 32-39. Dans les deux ouvrages, les articles ne portent pas que sur la France et c'est certainement dans le croisement des regards sur des aires géographiques différents que le lecteur trouve le plus matière à réflexion.

(2) Signalons le renouveau qu'ils apportent, en collaboration avec les historiens, sur les figures de femmes éducatrices : cf. Isabelle Brouard-Arends, Marie-Emmanuelle Plagnol-Dieval (dir.), *Femmes éducatrices au Siècle des Lumières*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007.

(3) Dominique Picco, *Les demoiselles de Saint-Cyr (1686-1793)*, thèse pour le doctorat en histoire, université de Paris 1, 1999. Notons aussi la publication d'un mémoire de maîtrise sur un établissement congréganiste, devenu par la suite lycée et collège mixte : Magaly Garreau, *Histoire d'une maison d'éducation pour demoiselles devenue un collège et lycée mixtes. Histoire de l'Institution Française d'Amboise, de sa fondation à nos jours (1857-1994)*, Chantonnay, Impr. Froger, 1996, ainsi que celle, récente, des actes d'un colloque : Chantal Grell, Arnaud Ramière de Fortanier (dir.), *L'éducation des jeunes filles nobles*, Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2004. Il y est question, entre autres, de l'éducation des demoiselles nobles en Pologne, en Russie, et, bien sûr, à Saint-Cyr, en France.

(4) Madeleine Lassère, *Victorine Monniot ou l'éducation des jeunes filles au XIX^e siècle. Entre exotisme et catholicisme de combat*, Paris, L'Harmattan, 1999.

(5) Jacqueline Roux, *Le lycée Lamartine 1891-1996. Histoire d'un lycée parisien de jeunes filles*, thèse pour le doctorat en histoire, université Paris 1, 1997 ; Géraldine Valès-Le Guennec, *L'enseignement secondaire des jeunes filles à Paris et en banlieue, 1880-1925*, thèse pour le doctorat en sciences de l'éducation, université Paris V, 2004.

dans le colloque publié par Guyonne Leduc, ainsi que dans l'œuvre importante de Linda Timmermans (1).

Depuis les premiers travaux de Françoise Mayeur au cours des années 1970, les recherches se sont évidemment multipliées, mais elles suivent, pour la plupart, des chemins partiellement frayés par celle-ci. Ainsi, l'enseignement primaire, l'enseignement professionnel et l'enseignement supérieur restent relativement peu étudiés, sauf par le biais d'articles. Depuis quelques années, le problème du rapport entre la scolarisation féminine et le monde du travail suscite cependant des études sur l'enseignement primaire supérieur (2), sur l'enseignement technique et professionnel (3), et sur l'enseignement scientifique (4). Malgré un nombre important de publications, les synthèses sont encore rares. Celle qui a été proposée par Claude et Françoise Lelièvre en 1991 va du primaire au supérieur, mais souffre de l'absence d'études détaillées sur bien des aspects de la scolarisation féminine et notamment sur l'enseignement congréganiste (5). La décision prise en 2007 de rééditer la première synthèse de Françoise Mayeur, publiée en 1979, témoigne à quel point le champ reste libre pour l'historien qui souhaite porter à la connaissance d'un plus large public le résultat de tant de recherches dispersées. Ma propre contribution à l'effort de synthèse porte, comme celui de F. Mayeur, sur l'enseignement secondaire. Croisant les sources d'archives privées et publiques, je propose une étude des établissements religieux et laïcs du XIX^e siècle qui porte sur leurs structures, leurs élèves et leurs enseignantes, mettant en évidence la structuration d'un réseau d'établissement féminins bien avant la loi Camille Sée. La lecture de discours de

(1) Linda Timmermans, *L'accès des femmes à la culture (1598-1715). Un débat d'idées de Saint François de Sales à la Marquise de Lambert*, Paris, Honoré Champion, 1993.

(2) Kathleen Alaimo, « Adolescence, Gender and Class in Educational Reform in France: The Development of *Enseignement Primaire Supérieur*, 1880-1910 », *French Historical Studies*, n° 18, 1994, pp. 1025-1056.

(3) Phyllis Stock Morton, « Secularism and Women's Education: The case of the École professionnelle de jeunes filles of Marseille », *French History*, 10, 3, 1996, pp. 255-274; Marianne Thivend (dir.) *Apprentissage et formations techniques et professionnelles de filles et de garçons, XIX^e-XX^e siècles*, Cahiers Pierre Léon, n° 6, Lyon, LARHA, 2005.

(4) Nicole Hulin, *Les femmes et l'enseignement scientifique*, Paris, Presses universitaires de France, 2002.

(5) Claude Lelièvre, Françoise Lelièvre, *Histoire de la scolarisation des filles*, Paris, Nathan, 1991.

distribution de prix, de correspondances, de mémoires et de journaux intimes fait surgir des pratiques scolaires marquées par les normes de genre, mais où la rigueur et l'émulation jouent un rôle relativement méconnu. Dans l'univers du pensionnat, les jeunes filles n'apparaissent guère comme des révolutionnaires, mais leurs écrits témoignent de micro-stratégies de résistance face au projet disciplinaire à l'œuvre. Mon livre conclut en soulignant l'impact de cette culture scolaire au féminin sur la « mission civilisatrice » française, puisque de nombreuses congrégations enseignantes partent ouvrir des établissements dans les colonies, voire aux États-Unis (1). Cet ultime chapitre est aussi une forme d'appel à d'autres travaux d'envergure sur les congrégations enseignantes, dont l'œuvre éducative dans le primaire ou à l'étranger reste trop mal connue.

V. VERS L'INTÉGRATION ? L'HISTOIRE MIXTE ET L'HISTOIRE DE LA MIXITÉ

En 1988, Françoise Mayeur termine son bilan historiographique en rappelant que « l'histoire de l'éducation féminine ne peut se passer d'une vue de la société globale et de l'histoire masculine, aussi » (2). En faisant appel à une histoire plus mixte et plus équilibrée, elle anticipe en quelque sorte les historiens du genre et les évolutions les plus récentes. Une telle histoire mixte n'existe pas encore vraiment au niveau des synthèses, mais elle se manifeste de plus en plus dans l'approche d'historiens « classiques », qui font le choix d'étudier ensemble garçons et filles, ou qui intègrent à leur analyse les institutions féminines et masculines, de façon à faire mieux ressortir la manière dont les deux font système (3). Cette histoire plus sensible à

(1) Rebecca Rogers, *Les bourgeoises au pensionnat...*, op. cit. Pour la période moderne, le livre de Michel Fiévet se présente comme une synthèse sur l'école du peuple: *L'invention de l'école des filles: des Amazones de Dieu aux XVIII^e et XVIII^e siècles*, Paris, Éditions Imago, 2006. L'auteur connaît cependant peu les recherches historiques spécialisées, notamment en langue anglaise.

(2) Françoise Mayeur, « L'éducation des filles en France... », art cit., p. 90.

(3) Cette démarche n'est évidemment pas complètement neuve; en témoigne par exemple le livre de Jacques Gavaille, *L'école publique dans le département du Doubs (1870-1914)*, Paris, Les Belles Lettres, 1981. Mais le livre classique de Jacques Ozouf, *Nous, les maîtres d'écoles*, interroge bien peu les différences d'expérience des instituteurs et des institutrices. C'est encore le cas dans le livre qu'il a publié avec Mona Ozouf, Véronique Aubert, Claire Steinbecker, *La République des instituteurs*, Paris, Seuil, 1992.

la différence des sexes est clairement influencée, explicitement ou implicitement, par le succès d'une histoire des femmes et du genre qui, sans être devenue incontournable comme dans les pays anglo-saxons, a néanmoins marqué la discipline. Sans souci d'exhaustivité, notons l'analyse conjointe des établissements masculins et féminins dans le travail de Jean-Pierre Briand et Jean-Michel Chapoulie sur les écoles primaires supérieures (1), dans l'article de Philippe Savoie sur les écoles primaires supérieures et les établissements techniques à Nancy (2), dans le livre de Marc Suteau sur les établissements de Nantes (3) ou dans le livre d'Agnès Thiercé sur l'enseignement post-scolaire (4). Dans les livres récents sur les premiers étudiants, sur l'agrégation, ou sur la Société des agrégés, les auteurs n'oublient pas les femmes (5). Le temps de l'intégration se caractérise aussi par l'apparition de numéros spéciaux qui attirent l'attention des chercheurs et des professionnels de l'éducation sur les acquis de la recherche, tels le numéro « Éducation et genre » de *Carrefours de l'éducation* et le numéro « L'école au féminin » de la revue *Administration et Éducation*, sans oublier deux livraisons de *Histoire de l'éducation*, le numéro sur les enseignantes et celui-ci (6). De même, les volumineux actes du colloque *Lorsque l'enfant grandit* permettent

(1) Jean-Pierre Briand, Jean-Michel Chapoulie, *Les collèges du peuple. L'enseignement primaire supérieur et le développement de la scolarisation prolongée sous la Troisième République*, Paris, INRP/CNRS, 1992.

(2) Philippe Savoie, « Offre locale et engagement de l'État. Les enseignements technique et primaire supérieur à Nancy et les conditions de leur évolution sous la Troisième République », *Histoire de l'éducation*, n° 66, 1995, pp. 47-84.

(3) Marc Suteau, *Une ville et ses écoles à Nantes, 1830-1940*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1999.

(4) Agnès Thiercé, *Histoire de l'adolescence (1850-1914)*, Paris, Belin, 1999.

(5) Pierre Moulinier, *La naissance de l'étudiant moderne (XIX^e siècle)*, Paris, Belin, 2002; André Chervel, *Histoire de l'agrégation. Contribution à l'histoire de la culture scolaire*, Paris, INRP/Éditions Kimé, 1992; Yves Verneuil, *Les agrégés... op. cit.* Signalons aussi la thèse de Claudine Parrot, *Institutrices et instituteurs des Deux-Sèvres pendant l'entre-deux-guerres: des propagandistes de la politique gouvernementale?*, thèse pour le doctorat en histoire, université de Poitiers, 2002, publiée sous le titre *Les instituteurs des Deux-Sèvres du début du XX^e siècle*, La Crèche, Geste Éditions, 2007.

(6) Nicole Mosconi (dir.), « Éducation et genre », *Carrefours de l'éducation*, n° 17, 2004; les articles à teneur historique sont de Biljana Stevanovic, sur l'histoire de la mixité à l'ex-École polytechnique féminine, pp. 58-75, et d'Yves Verneuil, « Les professeurs de l'enseignement secondaire au début du XX^e siècle: entre corporatisme et esprit de catégorie », pp. 102-117; *Administration et Éducation*, n° 110, « L'École au féminin », 2006, où on trouve un article de moi-même sur l'histoire de la mixité; Míneke van Essen, Rebecca Rogers (dir.), *Histoire de l'éducation*, n° 98, *Les enseignantes: formations, identités, représentations (XIX^e-XX^e siècles)*, mai 2003.

de voir que l'expérience scolaire des garçons et des filles est bel et bien marquée par des différences de sexe qu'il n'est plus possible d'ignorer (1).

L'histoire de la mixité scolaire constitue une autre façon d'écrire une histoire de l'éducation où se rencontrent le masculin et le féminin. Qualifiée par Antoine Prost de profonde révolution pédagogique du *xx^e* siècle (2), la mixité n'a que tardivement intéressé les historiens français, à quelques exceptions près. Là aussi, c'est plutôt l'influence de l'histoire des femmes et du genre qui a récemment impulsé un certain nombre de recherches (3). Certes, la synthèse de Claude et de Françoise Lelièvre, publiée en 1991, retraçait les grandes lignes de l'arrivée de la mixité en France, mais, malgré la multiplication des travaux sur la question, notre connaissance de cette histoire reste encore très fragmentaire (4). Le passage à la mixité dans l'enseignement supérieur français, aussi bien du côté des étudiants que des professeurs, est encore peu connue, ce qui tranche nettement avec l'état des connaissances acquises dans les autres pays occidentaux (5). En France, ce sont surtout les sociologues qui se sont

(1) J.-P. Bardet et al. (dir.), *Lorsque l'enfant grandit...*, *op. cit.*

(2) Antoine Prost, *Histoire de l'enseignement et de l'éducation en France*, t. IV, *L'École et la Famille dans une société en mutation*, Paris, Nouvelle Librairie de France, 1981, p. 509.

(3) Voir Rebecca Rogers, « État des lieux de la mixité. Historiographies comparées en Europe », *Clio. Histoire, femmes et société*, n° 18, 2003, pp. 177-202.

(4) Parmi les travaux récents qui donnent une vision de nos connaissances actuelles sur la question, voir Annick Houel, Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *Écoles et mixités*, Cahiers Masculin/Féminin, Presses universitaires de Lyon, 2001 ; Françoise Thébaud, Michelle Zancarini-Fournel (dir.), « Coéducation et mixité », *Clio. Histoire, femmes et société*, n° 18, 2003 ; Rebecca Rogers (dir.), *La mixité dans l'éducation : enjeux passés et présent*, Lyon, ENS Éditions, 2003. François Jacquet-Francillon a été l'un des premiers à publier sur la question : voir « Le problème de la mixité scolaire au *xix^e* siècle », in Claudine Baudoux, Claude Zaidman (dir.), *Égalité entre les sexes. Mixité et démocratie*, Paris, L'Harmattan, 1992, pp. 18-30. En anglais, notons l'article peu cité, et pourtant bien documenté, de Marilyn Mavinrac, « Conflicted Progress: Coeducation and Gender Equity in Twentieth-Century School Reforms », *Harvard Educational Review*, 67, 4, 1997, pp. 772-795.

(5) Pour les États-Unis, voir le livre maintenant ancien de Barbara Miller Solomon, *In the Company of Educated Women : a history of women and higher education in America*, New Haven, Yale University Press, 1985. Pour la Grande-Bretagne, il existe désormais deux ouvrages de synthèse sur la question : Carol Dyhouse, *No Distinction of Sex? Women in British Universities 1870-1939*, Londres, University College London Press, 1995, et *Students : a Gendered History*, Londres/New York, Routledge, 2006. Pour la France, en dehors du chapitre du livre de Pierre Moulinier,

penchés sur la question, avec notamment des travaux sur l'École normale supérieure et les écoles d'ingénieurs (1).

De manière intéressante, la production récente sur l'histoire de la mixité est stimulée par le regain d'intérêt pour la comparaison, qui était si présente dans les mémoires et les articles de la fin du XIX^e siècle. Le *Dictionnaire* de Buisson comporte une entrée sur la « coéducation des sexes » qui développe longuement la situation outre-Atlantique, où la multiplication de *high schools* et l'arrivée précoce des étudiantes dans les universités fascinent : « Ce système [de la coéducation des sexes] est à peine toléré dans certains pays, il est librement admis dans d'autres, et préféré dans quelques-uns [...] Ce n'est que dans certaines colonies anglaises, et surtout aux États-Unis, que l'on rencontre la coéducation à tous les âges et à tous les degrés, depuis l'école enfantine jusqu'à l'école normale et à l'université, et c'est là qu'il faut l'étudier pour se rendre un compte exact de l'influence qu'elle peut exercer » (2). C'est aussi par le biais de la comparaison que l'historien américain James Albisetti montre à quel point la question de la coéducation fait débat en Europe dans la première moitié du XX^e siècle (3).

Les travaux récents témoignent avant tout de l'acceptation tardive, en France, de l'importance d'un regard croisé sur le masculin et le féminin, acceptation qui est le fruit d'une plus grande connaissance

voir les articles de Christine Lecuyer, « Une nouvelle figure de la jeune fille », art. cit., et « Les premières étudiantes de l'Université de Paris », *Travail, Genre et Société*, n° 4, 2000, pp. 35-50.

(1) Michèle Ferrand, « La mixité à dominance masculine : l'exemple des filières scientifiques de l'École normale supérieure d'Ulm-Sèvres », in Rebecca Rogers (dir.), *La mixité dans l'éducation...*, op. cit. ; Catherine Marry, *Une révolution respectueuse. Les femmes ingénieurs*, Paris, Belin, 2004 ; Biljana Stevanovic, *La mixité dans les écoles d'ingénieurs. Le cas de l'ex-École polytechnique féminine*, Paris, L'Harmattan, 2006.

(2) « Coéducation des sexes », in Ferdinand Buisson (dir.), *Nouveau dictionnaire de pédagogie...*, op. cit., p. 289.

(3) James Albisetti, « American Women's Colleges through European Eyes, 1865-1914 », *History of Education Quarterly*, 32, 1992, pp. 439-458 ; id., « Catholics and Coeducation : Rhetoric and Reality in Europe before *Divini Illius Magistri* », *Paedagogica Historica*, 35, 1999, pp. 667-696 ; id., « The French *Lycée de jeunes filles* in International Perspective, 1878-1910 », *Paedagogica Historica*, 40, 2004, pp. 143-156. La réaction française face à la coéducation américaine est présentée dans Malie Montagutelli, *L'éducation des filles aux États-Unis de la période coloniale à nos jours*, Paris, Ophrys/Ploton, 2003.

de ce qui se fait ailleurs. Cette ouverture des perspectives et le souci de mieux connaître d'autres historiographies nationales étaient très présents dans les premiers écrits des républicains : saluons leur réincarnation dans les écrits récents...

*

* *

La multiplication des publications, sous forme imprimée ou électronique, et la circulation dorénavant mondiale de l'information rendent de plus en plus difficile l'écriture d'un tel bilan. La recherche bibliographique devient en effet un art qui dépasse le simple dépouillement de la fameuse *Bibliographie d'histoire de l'éducation française*. Le bilan proposé ici est donc forcément lacunaire, centré sur les thématiques qui traduisent en partie mon parcours d'historienne, lui-même très influencé par celui de Françoise Mayeur. Ainsi a-t-il été peu question des approches plus politiques de l'éducation des filles, très présentes lors des combats anti-cléricaux et de l'expulsion des congrégations enseignantes des écoles. Les thématiques de la citoyenneté et de l'histoire nationale dans l'éducation des filles n'ont pas non plus été abordées de front. Pourtant, les républicains pédagogues auteurs des premiers textes dont il a été question ici faisaient une lecture éminemment politique de l'éducation féminine. Il reste évidemment des traces de cette lecture dans beaucoup des œuvres mentionnées – notamment dans le choix de se concentrer sur l'enseignement public et les efforts de l'État pour promouvoir l'enseignement féminin – mais les approches sociales, institutionnelles et culturelles dominent, suivant en cela les tendances historiographiques françaises.

Autre aspect de l'œuvre républicaine curieusement peu développé dans la production historique depuis quarante ans : l'approche biographique ou une étude des évolutions passant par celle d'une figure emblématique. Dans son inventaire de la pédagogie féminine publié en 1881, Paul Rousselot fait découvrir un nombre considérable de personnes qui ont écrit sur l'enseignement des filles (1). À l'exception de

(1) Paul Rousselot, *La pédagogie féminine, extraite des principaux écrivains qui ont traité de l'éducation des femmes depuis le XVI^e siècle*, Paris, Ch. Delagrave, 1881 [rééd. 1897, 1904].

quelques femmes pédagogues, comme M^{me} de Maintenon, Marie Pape-Carpantier ou Pauline Kergomard, de quelques supérieures générales de congrégation, comme Sophie Barat ou Anne-Marie Javouhey, bien peu de figures féminines, et moins encore d'enseignantes, ont trouvé leur biographe, et cela en dépit du renouveau de l'entreprise biographique depuis une quinzaine d'années (1). Avant moi, Françoise Mayeur avait appelé à des travaux de type biographique et montré la voie avec son article sur M^{me} Jules Favre (2). Saluons donc l'initiative récente de Jean Houssaye, qui publie sur les « femmes pédagogues » deux volumes comportant une biographie, une analyse des œuvres et des extraits de textes (3). D'autres travaux sont en cours sur des personnalités qui ont marqué l'enseignement féminin : sur Octave Gréard, ou sur M^{me} Allix-Luce, fondatrice de la première école pour jeunes filles musulmanes à Alger en 1845 (4). Au sein de la production en langue anglaise, l'approche biographique des actrices de l'enseignement féminin a suscité une masse de livres et d'articles et, plus récemment, des encyclopédies ou des dictionnaires répertoriant les institutions, les œuvres ou les personnes qui ont marqué l'éducation des filles (5). Ce type d'outil, comme les synthèses, manque encore dans le paysage français.

Le genre de l'article historiographique incite évidemment à signaler les lacunes, le caractère inachevé de certains champs de recherche et l'abandon d'autres. Terminons cependant en exprimant ce que le lecteur qui achève la lecture de cet article ressent probablement : beaucoup de chercheurs ont finalement publié sur l'éducation des filles, notamment dans les territoires défrichés par F. Mayeur : les femmes, l'éducation et la religion. Sans doute la recherche s'est-elle

(1) Colette Cosnier, *Marie Pape-Carpantier : de l'école maternelle à l'école des filles*, Paris, l'Harmattan, 1993 ; Malika Ould, *Pauline Kergomard et la rénovation de l'école maternelle républicaine, de 1881 à 1914*, thèse en cours sous la direction de Jean-Noël Luc, université de Paris IV.

(2) Françoise Mayeur, « Madame Jules Favre, première directrice de l'École de Sèvres, 1834-1896 », *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, n° 149, 2003, pp. 437-448.

(3) Jean Houssaye (dir.), *Femmes pédagogues*, Paris, Éditions Fabert, 2008, 2 vol.

(4) Stéphanie Dauphin, *Octave Gréard, réformateur de l'enseignement primaire, du Second Empire à la Belle Époque*, thèse en cours sous la dir. de Jean-Noël Luc, université de Paris IV. Je travaille actuellement sur une biographie de M^{me} Allix-Luce.

(5) Voir en particulier Linda Eisenmann, *Historical Dictionary of Women's Education in the United States*, Westport, Greenwood Press, 1998.

davantage développée du côté des femmes et de l'éducation, dans la mesure où l'histoire des femmes et du genre a impulsé un nombre important de travaux. Finalement, l'ombre des histoires fondatrices pèse encore, dans la mesure où les études sur l'enseignement catholique restent les moins connues et les moins intégrées à l'histoire de l'éducation telle qu'elle s'écrit aujourd'hui : un défi à relever donc, dans la continuité des travaux de Françoise Mayeur.

Rebecca ROGERS
Université Paris V